



Investir dans les populations rurales

République du Cabo Verde

Programme de Promotion des Opportunités Socio-Economiques Rurales - POSER

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 19 novembre au 03 décembre 2014

Date du document: 15/03/2015

No. du Projet: 1604

No. du rapport: 3696- CV

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	6
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	6
C.	Produits et effets	7
D.	État d'avancement de l'exécution du projet	7
E.	Autres	10
F.	Aspects fiduciaires	10
G.	Durabilité	17
H.	Conclusion	18

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	1
Appendice 2:	Non disponible	
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	4
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	7
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	9
Appendice 6:	Respect des dispositions de l'accord de financement	13

Sigles et acronymes

ACD	Association Communautaire de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
CRP	Commission Régionale de Partenaires
CVE	Escudo Cabo Verde
DRF	Demande de Remboursement de Fonds
ECD	Etat Certifié des Dépense
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
MJEDRH	Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines
PLPR	Programme de Lutte contre la Pauvreté Rurale
POSER	Programme de Promotion des Opportunités Socio Economiques Rurales
PRPL	Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté
RSE	Responsable Suivi/Evaluation
SIGOF	Système Intégré de Gestion des Opérations Financières
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes de Référence
UCP	Unité de Coordination du Programme
USD	Dollars des Etats Unis d'Amérique

A. Introduction¹

1. Une mission d'appui du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Cabo Verde du 19 novembre au 3 décembre 2014. Elle avait pour objectifs généraux d'appuyer le programme dans la mise en place des outils de gestion. La mission devait (i) évaluer la performance globale du programme et ceci en comparaison avec les objectifs et résultats escomptés lors de la conception du programme ; (ii) faire le suivi des recommandations de la mission d'appui précédente ; (iii) apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du programme ; (iv) faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2014 par composante aussi bien au niveau physique que financier ; et (v) analyser avec les staff du programme et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et de proposer des solutions appropriées.
2. A Praia, La mission a rencontré le Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et des ressources humaines, Tutelle Technique du Projet. Elle a également rencontré le Ministre du développement Rural, les Responsables de l'Institut National des Statistiques (INE). Elle a rencontré les représentants du PNUD et de la FAO. Au niveau opérationnel, la mission a visité les activités de terrain et a eu des entretiens avec les CRP, ASC et les bénéficiaires des micro-projets du POSER. Elle a eu plusieurs séances de travail avec les membres de l'UCP sur différents aspects du programme relatifs en l'occurrence à la mise en place des outils de gestion Programme, du recrutement du personnel, de l'amendement de l'Accord de financement, et à la gestion financière du Programme.
3. La mission exprime ses vifs remerciements au Gouvernement du Cabo Verde et à toutes les personnes rencontrées pour l'accueil, la disponibilité et la qualité des échanges qu'elle a eus avec elles. La mission remercie particulièrement la coordination du POSER pour la disponibilité du personnel, la qualité de l'organisation des visites et des échanges.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

4. Le Programme de Promotion des Opportunités Economiques Sociales (POSER) a pour objectif spécifique de contribuer à l'accroissement des revenus des populations rurales en promouvant la création d'opportunités économiques inclusives et durables dans les zones rurales. Le but est favoriser l'emploi à long terme pour les ruraux pauvres, en particulier les femmes et les jeunes.
5. La mise en œuvre des activités du Programme qui, en dépit d'un grand retard enregistré au départ, a effectivement démarré avec la réalisation des activités du terrain dans toutes les neuf régions couvertes par le Programme. Les activités du Programme du PTBA 2014 ont principalement porté sur : (i) la redynamisation des Associations de Développement Communautaires (ACD) avec la formation d'environ 500 communautés ; (ii) la capacitation des Comités Régionaux des Partenaires (CRP), dont nombreux d'entre eux ont été récemment recrutés, pour améliorer leur connaissance de l'approche d'intervention du Programme ; (iii) l'élaboration des dossiers de projets finançables ; et (iv) la signature des contrats entre les CRP et les ACD d'une part et entre les ACD et les bénéficiaires d'autres part.
6. Les ACD, CRP et les populations rurales se sont bien appropriées de la démarche et de l'approche du Programme grâce à la forte compagne de communication et d'animation entreprise par le POSER. Cette bonne appropriation de l'approche du Programme par les populations rurales des zones appuyées facilitera grandement la mise en œuvre des activités de terrain du Programme.
7. Au total 134 micro-projets éligibles ont déjà été identifiés dont la majorité dans les domaines de la production végétale, de l'élevage, de la pêche et de la maîtrise de l'eau. Environ 85% de projets identifiés concernent des activités génératrices de revenus (AGR) et 15% concernent les activités socio-économiques. Les contrats pour la moitié des projets identifiés, soit environ 70 projets, ont été déjà signés et financés, et la signature pour les 70 autres projets va intervenir avant 31 décembre 2014. Ces projets vont bénéficier à 730 ménages soit environ 3600 personnes.
8. Le rapport provisoire du manuel de procédures administratives, financières et comptable est disponible. Ce document a bien été partagé avec l'UCP et il a été partagé aussi avec cinq régions de neuf régions couvertes par le projet. Le partage de ce manuel va se poursuivre pour assurer une bonne appropriation dudit document par tous les CRP de toutes les régions.

¹ Composition de la mission: La mission était composée de Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Sénégal; Monsieur Amadou Daouda Dia, Chargé de programme FIDA du Sénégal, Chef de mission ; Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme FIDA du Sénégal, Monsieur Moulaye Idrissa Tera, Consultant FIDA, Expert Analyste administration, finance et comptabilité Finances., Mme Fatoumata Sané, Responsable- Suivi Evaluation du PADAER. Monsieur Azevedo et ses collaborateurs ont participé à la mission.

C. Produits et effets

9. Sensibilisation des populations rurales. Le programme a entrepris une forte campagne de sensibilisation des Associations Communautaires de Développement (ACD) et des populations des zones couvertes par le POSER, pour expliquer les objectifs et l'approche de mise en œuvre du Programme. Toutes les ACD membres du PROSER ont été sensibilisés, y compris les CRP et d'autres institutions partenaires.

10. La mise en œuvre des micro-projets. Le processus d'identification des micro-projets a été bien entrepris avec une forte sensibilisation auprès des communautés et des populations concernées. Cet exercice a abouti à l'identification de 147 micro-projets dont 134 ont été éligibles au financement du POSER pour un montant total d'investissement de 88 millions escudos. De ces 134 micro-projets, 93% sont relatifs aux activités génératrices des revenus (AGR) et 7% sont relatifs aux activités sociales. Ces micro-projets ont fait l'objet de préparation des conventions entre POSER et les associations de populations bénéficiaires des micro-projets. Des séances de signatures de ces conventions sont en cours et le POSER a déjà pris toutes les dispositions pour déposer l'argent dans le compte des associations bénéficiaires des projets.

11. Mise à niveau des ACD et formation des équipes du Programme. Les capacités des ACD ont été renforcées dans différents domaines notamment dans les domaines ci-après : i) administration interne ; ii) gestion des connaissances (diagnostic social, historique et suivi-autoévaluation participative) ; iii) formation de facilitateurs multidisciplinaires dans le but de devenir des interlocuteurs locaux des Ministères et des autres institutions spécialisées ; iv) mise en place d'un système d'autoévaluation et de suivi/évaluation participatif ascendant (ACD, CRP, UCP) ; v) préparation des Programmes régionaux de lutte contre la pauvreté et de mise en place des réseaux thématiques. Outre la formation des ACD, le nouveau staff du POSER a été formé dans différents domaines (techniques, gestion et financiers). Toute l'équipe du Programme a également participé à la formation sur le team building. Grâce aux différentes sessions de formation, les capacités de l'équipe du POSER sont bien renforcées pour une bonne mise en œuvre du Programme.

D. État d'avancement de l'exécution du projet

Système de Suivi & Evaluation (S&E).

12. Le Système de Suivi & Evaluation du PLPR qui a précédé le POSER n'a pas permis à l'achèvement du Programme de renseigner efficacement sur les résultats et impact du programme par manque principalement de l'enquête de base socio-économique et de l'enquête de référence SYGRI. Le POSER qui fait suite au PLPR doit donc avoir un bon Système de Suivi & Evaluation capable de bien renseigner les résultats et les impacts du Programme afin d'éviter la situation du PLPR. S&E du POSER n'est pas encore opérationnel. En effet, (i) le cadre logique actuel du POSER n'est pas pertinent comme outil de mesure des résultats attendus du Programme ; (ii) il n'existe pas encore un système d'information formel avec des véritables répondants en S&E dans les CRP ; et (iii) les fonctions de S & E et celles de suivi/accompagnement des micro-projets ne sont clarifiées.

13. L'enquête SYGRI de référence n'a pas démarré en dépit de l'appui d'un consultant en février 2014. Néanmoins, l'Institut National de la Statistique (INE) a fait une offre technique et financière pour la réalisation de l'enquête SYGRI. La mission n'a pas d'objection à l'offre faite par l'INE et elle reconferme l'option stratégique de confier la conduite de cette enquête et de l'enquête socio-économique à l'INE. La mission a rencontré l'INE et a discuté avec l'Institut la programmation de cette enquête. Suite aux engagements actuels de l'INE pour la conduite d'un bon nombre d'enquêtes, l'enquête SYGRI sera réalisée en début février 2015. Concernant les équipements requis pour l'enquête SYGRI (balances numériques et toises), la mission a facilité l'acquisition des balances uniscales numériques de précision prêtées par le PADAER/Sénégal. L'INE mettra à la disposition de l'enquête les toises. Le calendrier initial de l'enquête de référence sera en conséquence revu et un nouveau calendrier devra être établi par l'UCP en concertation avec l'INE avec l'appui du Dr. Haidara. Le calendrier précisera tout le processus de réalisation de l'enquête ((formation des enquêteurs, collecte, traitement, analyse des données, rapportage) en s'appuyant sur le rapport préparé par Dr Haidara (Processus de réalisation de l'enquête SYGRI de référence) et son appui technique.

14. La réalisation de l'enquête socio-économique sur les domaines couverts par l'objectif de développement et les autres indicateurs du cadre logique du Programme devra être confiée à l'INE qui dispose des compétences dans ce domaine d'une part, et d'autre pour une meilleure appropriation des résultats de l'enquête par le Gouvernement.

Cependant, cette enquête ne pourra être réalisée qu'après la révision du cadre logique du Programme et sur la base de Termes de Référence préalablement partagés avec le FIDA.

15. La mission a examiné la proposition de l'Institut National de la Statistique (INE) pour la réalisation de l'enquête SYGRI et reconferme l'option stratégique de confier la conduite de cette enquête et de l'enquête socio-économique à l'INE. La mission recommande que cette enquête soit réalisée rapidement sur la base de la proposition technique et financière soumise par l'INE en juillet 2014. Concernant les équipements requis pour l'enquête SYGRI (balances numériques et toises) la mission a facilité l'acquisition des balances uniscales numériques de précision prêtées par le PADAER/Sénégal, et les photos d'un prototype de toise adapté aux enfants de moins de 5 ans.

16. Sur cette base, la mission recommande : (i) d'accepter les propositions de l'INE et de procéder rapidement à la signature du contrat relatif à la conduite de l'enquête SYGRI ; (ii) de faire confectionner par les artisans-menuisiers locaux les toises, selon le prototype indiqué ; (iii) de dérouler le processus de réalisation des enquêtes selon un calendrier convenu et rigoureusement respecté (formation des enquêteurs, collecte, traitement, analyse des données, rapportage) en s'appuyant sur le rapport préparé par Dr Haidara (Processus de réalisation de l'enquête SYGRI de référence) avec l'assistance technique du consultant facilitateur. La mission recommande aussi de confier la réalisation de l'enquête socio-économique sur les domaines couverts par l'objectif de développement et les autres indicateurs du cadre logique à l'INE. Mais, cette enquête ne pourra être réalisée qu'après la révision du cadre logique du programme et sur la base de TDR préalablement partagés avec le FIDA.

17. Le Programme a toutefois procédé au choix des indicateurs SYGRI de 1^{er} et 2^{ème} niveau. La mission a fait des propositions d'amélioration dans le sens de compléter la liste des indicateurs et de déterminer les valeurs cibles. En ce qui concerne le choix des indicateurs de soutien à ceux de 2^{ème} niveau, la mission recommande qu'elle soit faite dans le cadre du partage du manuel de SE avec l'implication de l'ensemble des acteurs.

18. La mission a également appuyé le programme dans la conception de l'appendice 4 selon le nouveau format souhaité par le FIDA. Toutefois, elle propose que tous ces tableaux de bords soient partagés et validés dans le cadre de l'élaboration du manuel de suivi évaluation.

19. La mission recommande qu'une version élaborée soit soumise à non objection au plus tard le 15 décembre 2014. Enfin, elle recommande fortement que le Responsable du S&E et les deux assistants participent aux ateliers de formation et d'échanges en matière de S&E organisés par la Division WCA ou par le Bureau de Dakar.

20. Enquête sur la pauvreté rurale. La mission a été informée de la tenue de l'enquête sur toute l'étendue nationale. Cette étude serait conduite avec la participation des bailleurs de fonds dont la Banque Mondiale. Le FIDA aurait été contacté par les autorités pour une contribution éventuelle. Le Programme contactera les autorités en charge de cette étude en vue de faire le point et communiquera au FIDA les dispositions pour l'exécution de cette étude.

21. Suivi des activités par les partenaires. Pour assurer une bonne appropriation des activités du Programme, le programme travaillera en partenariat avec les autres institutions tant étatiques, paraétatiques que privés. Le Programme devra, cependant, formaliser ses relations avec ces différents partenaires sous forme de conventions de performance.

22. Micro finance et Fonds BAD et BADEA. Le Programme a préparé sur financement des ressources de la BAD, une stratégie pour l'inclusion financière. La mise en œuvre de ladite stratégie requerra la participation des acteurs concernés y compris le Gouvernement. Cette stratégie devrait entre autres définir les conditions d'accès au fonds de micro-crédits et aussi clarifier que les conditions de remboursement des bénéficiaires. La mission a été informée de l'existence de ressources BAD et BADEA d'un montant d'environ 400 000 USD pour la BAD, constitué du capital et des remboursements effectués. Ce montant provient des ressources mises à la disposition du PLPR par la Banque Africaine de Développement (BAD) pour financer les activités de la composante Microfinance du PLPR. La mission est d'avis que compte tenu des besoins importants requis en ressources financières pour le financement des microprojets dans le cadre du POSER, l'Unité de Coordination du Programme devra discuter avec le Gouvernement pour explorer les voies et moyens pour la mise de ces ressources à la disposition du POSER. En ce qui concerne les ressources BADEA relatives au financement du PLPR, la mission a été informée de l'existence d'un reliquat d'environ 600 000 dollars. Pour des raisons similaires que ceux évoquées dans le cadre du financement BAD, la mission invite l'UCP à explorer auprès du gouvernement les possibilités d'utilisation de ces ressources dans le cadre du POSER.

De plus, dans le cas où l'accord du gouvernement était obtenu pour l'utilisation des ressources BAD et BADEA, le Programme devra alors entreprendre une étude/analyse pour déterminer la stratégie d'intervention de la composante microfinance qui devrait être validée par tous les acteurs concernés.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Etat d'avancement de l'exécution du Programme		
Procéder à la relecture du cadre logique du Programme pour mieux préciser les indicateurs retenus dans le document de conception finale notamment en ce qui concerne les trois (03) indicateurs de l'objectif spécifique et les indicateurs des résultats 1.2 et 2.2.	UCP/CRP/Partenaires	31/12/2014
Adresser une correspondance à l'Institut National de Statistiques pour la préparation et la soumission d'une offre technique et financière relative à la réalisation de l'enquête de référence qui pourra également prendre en compte des enquêtes complémentaires concernant le niveau de référence d'autres indicateurs jugés utiles.	Coordonnateur/RSE	30/12/2014
Prendre les dispositions utiles pour obtenir des équipements requis en l'occurrence les toises et les balances pour la réalisation de l'enquête.	FIDA	20/12/2014
Développer des partenariats formalisés avec les institutions étatiques, paraétatiques et privées sur la base de conventions de performance.	UCP/CRP/Partenaires	31/12/2014
Préparer et soumettre au FIDA les TDR relatifs à l'appui en matière de renforcement des capacités des ACD prévu en septembre 2014.	Coordonnateur/Responsable AFC	30/12/2014
Statuer sur la possibilité de mettre à la disposition du POSER les reliquats des fonds BAD et BADEA relatifs à la microfinance pour faire face aux besoins importants requis en matière de ressources financières nécessaires au financement des microprojets.	UCP/Tutelle/Ministère des Finances	31/12/2014
Entreprendre en cas d'acceptation une étude/analyse pour déterminer la stratégie d'intervention de la composante microfinance et la faire valider par tous les acteurs.	Coordonnateur/Responsable Composante PRPL	31/12/2014
Elaborer une stratégie de ciblage et d'inclusion sociale, en rapport avec le Bureau du FIDA à Dakar prenant en compte ces notions déjà en application, tout en améliorant certaines dispositions, notamment l'élargissement aux jeunes des deux sexes de la présence de 70% d'adultes aux assemblées des ACD. Avec l'appui de la coordinatrice régionale en genre, le POSER soumettra pour avis des TDR pour la sélection d'un consultant chargé d'élaborer la stratégie	UCP	En cours

Adopter dans la grille de sélection des sous-projets au niveau ACD/CRP un scoring à discrimination positive pour les femmes, les jeunes, les personnes vulnérables (handicapés, etc.) le FIDA partagera avec le POSER les outils élaborés par le PAFA/Sénégal	Coordonateur/responsable composante/Fida	En 2015
Participation de la Spécialiste Genre du POSER aux ateliers de formation et d'échanges sur le genre, organisés par la Division WCA ou par le Bureau du FIDA à Dakar.	Coordonateur/responsable composante/Fida	En 2015

E. Autres

23. Aspects environnementaux. De plus en plus, la prise en compte des questions environnementales devient une exigence dans la mise en œuvre des projets et programmes. Le POSER aura un certain effet sur l'environnement et sur la préservation des ressources naturelles. Bien que ces effets ne soient pas très substantiels, des mesures d'atténuation (mitigation) devront être prises. Pour ce faire, la mission identifiera avec le programme durant la prochaine mission de supervision la démarche à adopter pour une prise en compte dudit aspect.

24. Stratégie Genre, ciblage et autonomisation des femmes. La mission note avec satisfaction l'existence d'une stratégie genre qui définit les objectifs du POSER en la matière, notamment la réduction des inégalités homme-femme, la capacitation et l'autonomisation économique des femmes, la promotion du rôle des femmes dans les processus de prise de décision, et le changement des mentalités. La stratégie définit également pour chaque domaine social et économique les stratégies spécifiques et les outils pratiques de mise en œuvre. Elle note aussi la forte implication de la Spécialiste genre dans les échanges avec les agences du SNU (ONU-femmes) et les partenaires qui travaillent pour la promotion de l'égalité et équité de genre à l'échelle du pays. Le projet s'attèle également à la préparation d'un guide sur le genre. L'appui de la coordinatrice régionale en genre et inclusion sera sollicité à cet effet

F. Aspects fiduciaires

25. Le dispositif de gestion financière est en train de se consolider avec la mise en place des manuels de procédures de gestion et d'opérations y compris les procédures relatives au financement des microprojets (la version en français du manuel de procédures administratives, financières et comptables est disponible). Ces documents, déjà validés par l'équipe de l'UCP, vont être également partagés avec les CRP et autres partenaires de mise en œuvre avant le 31/12/14 avec la prise en compte des observations de la présente mission en ce qui concerne notamment la gestion opérationnelle des microprojets. Le manuel de procédures fera également l'objet d'une mise à niveau en 2015, pour tenir compte des enseignements tirés d'une meilleure connaissance de la mise en œuvre des activités sur le terrain. Par ailleurs, le processus de recrutement des comptables de l'UCP et de la CRP de Brava ainsi que du gestionnaire de la CRP de Fogo est finalisé avec l'approbation du rapport du jury par la Ministre de tutelle du Programme. Enfin, toutes les questions relatives à l'application du « pari passu » sur les financements du FIDA et du FFE ainsi que celles concernant la contrepartie de l'Etat ont été clarifiées. De même, les appendices et autres situations de gestion nécessaires à la revue des aspects fiduciaires lors de la supervision ont été établis par la cellule financière avec l'appui de la mission sur la base des données extra comptables à jour en attendant leur prise en charge sur le logiciel Tom2Pro.

26. Logiciel de gestion financière et comptable. Le logiciel Tom2Pro a été installé en août 2014 et le paramétrage sera finalisé avec la prise en compte : i) des pourcentages de financement en « pari passu » relatifs aux prêts FIDA (1et 2) et FFE ; ii) des quoteparts de la contrepartie de l'Etat. L'installation a été accompagnée de la formation nécessaire pour la prise en charge de diverses fonctionnalités de comptabilité générale et analytique nécessaires à la mise en œuvre optimale des aspects fiduciaires du Programme notamment le paramétrage des formulaires FIDA relatifs à la mobilisation des ressources pour la génération automatique des DRF/DPD et à la reconstitution du compte désigné. Les séances de formation ont concerné 28 agents à savoir : la RAF, les Comptables de l'UCP et des CRP, les Gestionnaires des CRP, les Responsables techniques et les Assistantes de l'UCP.

27. Globalement, les différents éléments pris en charge concernent les axes d'analyse ci-après : i) le plan budgétaire (catégories, chapitres et lignes budgétaires) ; ii) le plan analytique (composantes, sous composantes, axes, activités et sous activités) ; iii) le plan géographique (les îles, les communes, les CRP et les zones) ; iv) les emplacements (centres de responsabilité) ; v) le plan comptable général, les immobilisations et les états financiers ; vi) les tiers/fournisseurs ; vii) les journaux comptables ; viii) les banques ; ix) les bailleurs de fonds ; x) les conventions ; xi) les catégories financières ; xii) les ventilations. Les actions à entreprendre pour régulariser certaines situations sont relatives à : i) l'axe des banques, pour prendre en charge un compte désigné unique pour les trois financements FIDA 1, FIDA 2 et FFE tant au niveau de l'UCP que de chaque CRP ; ii) l'axe des ventilations, pour intégrer le « pari passu » (31%/FIDA 1, 23%/FIDA 2 et 46%/FFE) et ses conséquences lorsque le financement comprend une contrepartie de l'Etat ; iii) la prise en charge du nouveau formulaire 102 des ECD dès que le document est finalisé par CFS/FIDA.

28. Immobilisations. Les équipements du PLPR transférés au POSER ont été inventoriés, codifiés, marqués et validés par une équipe constituée du comptable du siège et des techniciens des ministères des Finances (représentant de l'emprunteur) et de la Jeunesse (tutelle du Programme). Il reste à procéder à : i) l'évaluation de la valeur des équipements à comptabiliser sur l'exercice 2014, comme contrepartie de l'Etat au financement du Programme ; ii) l'établissement et la mise en place des listes d'inventaire des bureaux. Au titre des nouvelles acquisitions d'immobilisations sur les ressources du POSER, un montant total de 2 828 896 CVE a été dépensé, à date, pour le logiciel de gestion financière et comptable (2 684 953 CVE) et pour quelques équipements informatiques (143 943 CVE). En matière d'assurance, hormis les véhicules, les autres immobilisations ne sont pas encore couvertes (vol, incendie, dégâts des eaux et responsabilité civile). A cet égard, il sera nécessaire de régulariser la situation conformément aux conditions générales applicables aux prêts/dons du FIDA. Pour rappel, le Programme devra procéder à l'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2013/2014 avant le 31 décembre 2014.

29. Gestion du personnel. Avec l'approbation du rapport du jury de recrutement du personnel résiduel par la tutelle du programme, l'effectif actuel du POSER est de 72 agents dont 16/UCP et 56 pour les neuf (09) CRP. En matière de couverture médicale du personnel, le Programme est affilié à l'INPS et conséquemment le personnel est couvert conformément aux dispositions nationales en vigueur. Concernant l'évaluation des performances du personnel, le processus y relatif sera mis en œuvre sur la base du PTBA 2015 en fonction des objectifs assignés à chaque agent et de ses résultats atteints en fin d'année. Par ailleurs, la mission a passé en revue les missions/déplacements du personnel. Elle a pu vérifier la disponibilité des TDR et budgets approuvés, des ordres de mission, des décomptes émargés. La mission rappelle que les ordres de mission doivent être visés. Par ailleurs, tout déplacement doit faire l'objet d'un rapport de mission.

Gestion financière et décaissements

30. Programme de Travail et Budget Annuels 2013 et 2014. Le taux d'exécution du PTBA 2013 a été de 17,8%. En ce qui concerne l'exercice 2014, au 31/10/14, le montant total exécuté est de 83 370 217,30 CVE/756 089,78 euros pour des prévisions de 284 886 729 CVE/2 583 655,09 euros, soit un taux d'exécution de 29,3%. Ce taux relativement faible ne concerne en fait que six (06) mois d'activités. Ce retard résulte notamment des lenteurs inhérentes au processus de recrutement du personnel de l'UCP et des CRP finalisé en partie en juin 2014. Les taux par bailleur sont : 28,8%/FIDA ; 25,2%/FFE et 64,8%/Etat. Pour les composantes les taux sont de : 20,03%/composante 1 ; 72,2%/composante 2 et 53,4%/composante 3. Les catégories présentent les niveaux d'exécution ci-après : 05%/cat I ; 57,4%/cat II ; 70,5%/cat III et 42,6%/cat IV. Par ailleurs, la mission rappelle que : i) la contribution des bénéficiaires faisant partie intégrante du financement du Programme doit faire l'objet d'une budgétisation dans le PTBA avec une prise en compte des réalisations y relatives ; ii) les prévisions budgétaires de contrepartie de l'Etat comprennent à la fois les dotations en numéraire et les exonérations de droits, de taxes et autres impôts.

31. Programme de Travail et Budget Annuels 2015. L'échéance de transmission du PTBA, conformément aux dispositions des Conditions Générales (60 jours avant le début de la période considérée), est actuellement dépassée. Le Programme devra rapidement prendre les dispositions nécessaires pour transmettre le PTBA/PPM 2015 au FIDA avant le 31/12/2014.

32. Déboursements/bailleurs. Le coût total du programme dans le Document de Conception du Programme (DCP) est de 25 592 milliers USD dont : 6 380 USD/prêt FIDA ; 4 620 USD/prêt supplémentaire FIDA ; 9 504 USD/FFE ; 4 083 USD/Etat ; 1 005 USD/Bénéficiaires. Ce coût total hors prêt supplémentaire/FIDA et avec ajustement de la contrepartie est de 19 884 milliers USD. Au 31/10/2014, le montant total exécuté sur les obligations de financement des bailleurs est de 2 763 milliers d'USD, soit un taux d'exécution global de 13,90% du coût réajusté. Les déboursements (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : i) prêt FIDA/1 157

USD (18,13%) ; FFE/1 157 USD (12,17%); Etat/ 449 USD (11,23%). A date, la contribution des bénéficiaires n'est pas encore prise en compte. En ce qui concerne les composantes, les résultats se présentent comme suit : 1 857 USD /composante 1 « Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté » (13,91%) ; 595 USD/composante 2 « Formation, animation et mise en réseau » (13,67%) ; 311 USD/composante 3 « Coordination et gestion » (14,26%).

33. Décaissements des prêts FIDA et FFE. Au 31/10/2014, les décaissements réels concernent uniquement les avances initiales de 900 000 euros sur chaque compte désigné, soit des taux respectifs de décaissement de 18,43%/FIDA (775 962,42 DTS sur 4 210 000 DTS) et 12,68%/FFE (900 000 euros sur 7 100 000 euros). En termes de prévisions, avec la prise en compte des DRF de 2013 et de 2014 en préparation pour des montants totaux d'environ 373 046,70 DTS/FIDA et 314 986,62 euros/FFE et dont les montants finaux seront légèrement modifiés avec le « pari passu », les taux de décaissement pourraient atteindre avant le 31/12/2014 : 27,29% pour le FIDA et 17,11% pour le FFE. Les DRF à élaborer devront être établies sur la base des trois (03) financements (FIDA 1/2 et FFE). Ainsi, pour le prêt supplémentaire FIDA, il s'agira d'une application rétroactive des dispositions de l'amendement.

34. A titre informatif, la mission a noté que d'avril à juillet 2013 ainsi qu'en juin 2014, les ressources de contrepartie ont préfinancé des dépenses éligibles au titre des prêts FIDA/FFE pour un montant de 11 761 198 CVE/ 106 663,02 euros.

Périod des	Compte de contrep artie	Montants		Répartition avant « pari passu »				Observations
				FIDA		FFE		
		CVE	Euros	CVE	Euros	CVE	Euros	
05/04 au 10/06/ 13	PLPR	3 455 575	31 338, 82	2 146 417	19 465 ,99	1 309 158	11 872 ,83	Remboursements effectués à partir des comptes désignés FIDA/FFE sur le compte de contrepartie PLPR.
07/05 au 11/07/ 13	POSER	7 131 331	64 674, 48	4 539 187	41 166 ,16	2 592 144	23 508 ,31	Remboursements non encore effectués.
05/06/ 14	POSER	1 174 292	10 649, 72	645 86 1	5 857, 35	528 431	4 792, 37	Remboursements effectués à partir des comptes désignés FIDA/FFE sur le compte de contrepartie POSER.
Totaux		11 761 198	106 663 ,02	7 331 465	66 489 ,50	4 429 733	40 173 ,52	

35. Des compensations internes ont été opérées pour rembourser la contrepartie à partir des comptes désignés FIDA et FFE à hauteur de 4 629 867 CVE/41 988,55 euros (le solde de 7 131 331 CVE/64 674,48 euros sera également apuré de la même manière). La mission rappelle que cette opération de préfinancement aurait dû être régularisée en utilisant la procédure de décaissement n° IV "Remboursement". En tout état de cause, les DRF 2013 et 2014 comprendront des dépenses dont les références de paiement ne seront pas celles des comptes désignés FIDA et FFE mais celles des comptes de contrepartie **PLPR** et **POSER**. Il faudra en tenir compte pour ne pas rejeter les dites DRF.

36. Comptes désignés/FIDA et FFE. Le rapprochement des comptes désignés au 31/10/2014 met en évidence un montant reconstitué pour chaque compte de 900 000 euros égal à sa dotation initiale (aucun écart n'est relevé). Les soldes des comptes désignés UCP/CRP et des caisses se chiffrent à : 434 774,37 euros/FIDA et 543 638,22 euros/FFE. Les montants provisoires des DRF en préparation, avant « pari passu », sont de : 432 676,22 euros/FIDA et 314 986,61 euros/FFE. Les dépenses effectuées en cours de justification se chiffrent à 32 549,41 euros/FIDA et 41 375,17 euros/FFE (avances faites aux ACD par les CRP).

37. Alimentation des sous-comptes des CRP. Les virements de fonds aux CRP totalisent pour 2013/2014 un montant total de 91 375 683 CVE/828 691,63 euros dont : i) FIDA, 40 254 847 CVE/365 073,66 euros ; ii) FFE, 40 259 008 CVE/365 111,40 euros ; iii) Etat, 10 861 828 CVE/98 506,58 euros. Les dépenses effectuées se chiffrent

à 54 622 915 CVE/495 378,54 euros dont : i) FIDA, 23 248 706 CVE/210 843,93 euros ; ii) FFE, 23 587 674 CVE/213 918,05 euros ; iii) Etat, 7 786 535 CVE/70 616,56 euros.

38. La mission a été informée de la saisie par les autorités judiciaires des comptes bancaires des CRP de Brava et de Santiago Centre (d'autres CRP pourraient être concernées). Cette situation fait suite à une action de justice intentée par des employés de ces CRP dans le cadre de la liquidation de leurs droits avec l'achèvement du PLPR/FIDA. Les sommes à payer se chiffrent respectivement à 1 772 500 CVE/16 074,91 euros pour Brava et 1 164 000 CVE/10 556,39 euros pour Santiago Centre. La mission rappelle que les montants actuels figurant dans ces comptes proviennent du POSER dans le cadre de la mise en œuvre des contrats programmes signés avec les CRP concernées. Elle précise également que les comptes désignés des financements extérieurs ne peuvent pas être saisis. Enfin, tout paiement de cette nature effectué sur les fonds des prêts ne sera pas remboursé par le FIDA. Il faudra, dès lors, envisager de faire prendre en charge les futurs règlements par les ressources de contrepartie.

39. Trésorerie disponible. Au 31/10/2014, les disponibles en caisses/banques (UCP/CRP), font un total de 114 033 848 CVE/1 034 179,91 euros dont : i) FIDA, 47 940 396 CVE/434 774,37 euros ; ii) FFE, 59 944 268 CVE/543 638,22 euros ; iii) Etat, 6 149 184 CVE/55 767,32 euros.

40. Financement de la contrepartie. Les prévisions en matière de contrepartie sur la durée de mise en œuvre du Programme sont de quatre (04) millions USD dont deux (02) millions USD pour l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services et deux (02) millions en numéraire pour le financement d'un certain nombre de coûts du Programme. A cet égard, sur les prévisions des PTBA 2013 et 2014, un montant total de 45 580 406 CVE relatif à la contrepartie en numéraire a été budgétisé (la partie taxes n'a pas été prévue). Au 31/10/2014, 35 921 057 CVE/449 013,21 USD ont été mis à disposition, soit 78,81%. Ces réalisations représentent 11,22% de la contrepartie totale attendue au cours de la mise en œuvre et 22,45% de celle exprimée en numéraire.

41. Contribution des Bénéficiaires. Elle est estimée à 1 005 000 USD sur la durée d'exécution du POSER à travers la mise en œuvre des Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP) dont elle représente 10% des coûts d'investissement. La version provisoire du manuel opérationnel de mise en œuvre des microprojets est déjà disponible. Le document qui est globalement bien articulé devrait néanmoins mieux caractériser la contribution des bénéficiaires (en nature et/ou en numéraire) et préciser les modalités et les conditions de sa mise en place. La mission rappelle que la contribution des bénéficiaires doit être comptabilisée dans les livres du Programme et qu'en conséquence elle doit formalisée pour en assurer l'auditabilité. Par ailleurs, le manuel devra également mieux circonscrire la mise en place du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC) en définissant de façon claire le mécanisme de restitution sur les microprojets viables avec les taux et les conditions y relatifs.

42. A date, 149 microprojets ont été validés et approuvés pour 84 406 464 CVE/765 487,36 euros avec 8 440 646 CVE/76 548,73 euros de contribution des bénéficiaires attendues. Les contrats de financement effectivement signés concernent 128 microprojets pour un montant total de 47 484 391 CVE/430 638,83 euros (4 748 439 CVE/43 063,88 euros de participation des bénéficiaires). Les décaissements enregistrés sont relatifs à 58 contrats et se chiffrent à 15 165 021 CVE/137 532,50 euros. La contribution des bénéficiaires y relative de 1 516 502 CVE/13 753,25 euros est en cours de mobilisation.

Dispositions de l'Accord de financement

43. Le nouvel amendement de l'accord de financement du POSER, introduisant le « pari passu » sur les financements extérieurs FIDA 1 (21%), FIDA 2 (33%) et FFE (46%), est en cours de signature. L'annexe 2 dudit accord sera établie en conséquence selon le ratio indiqué avec des pourcentages des dépenses éligibles 100% hors taxes, hors contrepartie de l'Etat et hors contribution des bénéficiaires. La version provisoire de la lettre à l'emprunteur a été passée en revue avec l'UCP avec l'appui de la Chargée des finances du FIDA. Les éléments essentiels à retenir concernent notamment les aspects ci-après :

- *Formulaires de mobilisation des ressources (point 4).* Les modèles du Manuel des Décaissements des Projets (MDP) devront être utilisés à l'exception du 102, relatif aux ECD dont une nouvelle version, en cours de finalisation sera envoyée au Programme.
- *Etats Certifiés des Dépenses-ECD (point 15).* Le seuil est fixé à 30 000 euros pour toutes les catégories de dépenses.
- *Compte désigné (point 19).* Il est unique pour les trois financements (FIDA 1, FIDA 2 et FFE) avec une allocation initiale de 1,8 millions d'euros répartie selon un ratio de 31/23/46 (point 19). A titre d'information, ce compte désigné est domicilié à la Banque Centrale et géré à travers le Système Intégré de Gestion Opérationnelle

Financière (SIGOF). Dans ce cadre, l'UCP reste ordonnatrice des dépenses. Par ailleurs, il est important de : i) transmettre au FIDA les noms et spécimens de signature des personnes habilitées à signer les DRF ; ii) communiquer au FIDA les coordonnées bancaires du compte unique. Sur le compte unique, le POSER recevra pour chaque DRF payée trois (03) virements correspondants aux quote-parts de financement pari passu. Pour mémoire, au niveau des CRP, les sous-comptes désignés en CVE seront également uniques pour recevoir les fonds des prêts à partir du compte désigné de l'UCP.

- *Contrepartie de l'Etat (point 22)*. Il a été précisé que la contrepartie de l'Etat est logée en ce qui concerne l'UCP dans un compte ouvert au Trésor et géré dans le respect des dispositions nationales, l'UCP étant l'ordonnatrice des dépenses. Les sous-comptes de contrepartie des CRP sont ouverts dans des banques commerciales et alimentés à partir du compte du Trésor sur requête de l'UCP. Pour mémoire, les fonds de contrepartie en numéraire vont financer les éléments suivants : i) 100% de l'assurance sociale de l'UCP et des CRP ; ii) l'acquisition de six (06) véhicules dont quatre (04)/CRP et deux (02)/PLPR-GOV ; iii) 100% des dépenses relatives à la gestion participative des connaissances, aux supports de renforcement des capacités et à l'assistance technique ADI ; iv) 50% des salaires du Coordonnateur ; vi) 30% d'un véhicule, de l'équipement et du fonctionnement de l'UCP.
- *Passation des marchés (point 24)*. Il est requis d'adopter la réglementation nationale qui est en cours d'ajustement pour la rendre plus harmonisée avec les procédures des bailleurs de fonds. Le nouveau code est au Parlement et il devrait être promulgué en 2015 avec les textes d'application.
- *Seuils d'examen préalable (point 25)*. Ils ont été précisés à savoir : i) montant supérieur ou égal à 40 000 euros pour tout contrat de fourniture de biens, d'équipements ; ii) idem pour tout contrat de travaux ; iii) montant supérieur ou égal à 15 000 euros pour tout contrat de services de consultants ; iv) pour tous les TDR de prestations intellectuelles ; v) pour les marchés de gré à gré. Ces seuils devront être portés dans le manuel de procédures.
- *Etats financiers et rapport intérimaire (point 29)*. Il faudra procéder à la transmission au FIDA : i) des états financiers détaillés du Programme au plus tard le 31 mars de l'année en cours pour les éléments de l'année précédente ; ii) du rapport financier intérimaire arrêté au 30 juin dans un délai de 45 jours après la fin du semestre (les différents éléments y relatifs, passés en revue au cours de la mission, seront finalisés par le FIDA et envoyés au POSER. Les éléments du rapport intérimaire devront être mis dans le manuel de procédures.

44. **Etat certifiés des dépenses.** La revue d'usage des ECD dans le cadre de la mission de supervision n'a été effectuée du fait qu'aucune DRF n'a encore été soumise et payée.

45. **Contrats/programmes/CRP.** Pour l'année 2014, le montant total des contrats/programmes pour les neuf (09) CRP des zones d'intervention du POSER est de 200 997 977 CVE/1 822 862,89 euros sur lequel 78 680 398 VE/713 557,32 euros ont été avancés soit 39,14%.

Comptabilité, Audit et Supervision

46. **Comptabilité 2013 et 2014.** A date, les données comptables de 2013 et 2014 ne sont pas saisies sur le logiciel Tom2Pro du fait que le paramétrage n'est pas encore achevé. La mission insiste sur l'urgence attachée au rattrapage de la comptabilité face aux exigences liées aux délais de transmission des états financiers (2013 et 2014) du Programme au FIDA, au plus tard le 31/03/2015. Au plan opérationnel, la mission note que les rapprochements bancaires des comptes désignés UCP/CRP ainsi que les comptes de contrepartie des CRP sont effectués régulièrement de même que le suivi de la gestion des caisses de menus dépenses. En termes d'amélioration, il sera nécessaire de procéder à une reconstitution mensuelle des comptes désignés et de mettre en place des livres/brouillards de caisses arrêtées mensuellement. En matière de comptes, le POSER va disposer à terme : i) d'un (01) compte désigné unique en euros pour les financements extérieurs domicilié à la Banque Centrale à Praia ; ii) d'un (01) sous-compte désigné en CVE dans chacune des neuf (09) CRP domicilié dans une banque commerciale ; iii) d'un compte de contrepartie au Trésor/Praia ; iv) d'un compte de contrepartie dans une banque commerciale dans chacune des neuf (09) CRP.

47. Concernant le rapportage CRP/UCP, la mission est d'avis que le rapport à transmettre mensuellement à l'UCP devra comprendre notamment les éléments suivants : i) le rapprochement bancaire et la reconstitution du sous-compte désigné ainsi que le rapprochement du sous-compte de contrepartie ; ii) le procès-verbal d'arrêté mensuel de caisse ; iii) l'état de ventilation des dépenses par composante et par catégorie ; iv) la situation de financement des microprojets et de restitution des fonds ; v) l'état de paie ; v) la situation financière de suivi des contrats des ADC. Les aspects relatifs au rapportage devront figurer dans le manuel de procédures.

48. Audit des comptes 2013 et 2014. Un audit des exercices clos les 31/12/13 et 31/12/14 sera effectué en 2015, ce qui constituera le premier audit des comptes du POSER. A cet égard, le Programme prendra toutes les dispositions nécessaires pour le recrutement du cabinet d'audit avant le 31/01/2015, sur la base des TDR indiqués dans les directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Une fois élaborés, ces TDR seront soumis à la non objection du FIDA. A titre de rappel, les rapports d'audit des comptes 2013 et 2014 devront parvenir au FIDA au plus tard le 30/06/2015.

49. Arrêté des comptes 2013/2014 et audit. Le planning d'arrêté et d'audit des comptes ci- après a été validé avec l'UCP :

- | | |
|---|------------------|
| • Finalisation du paramétrage et rattrapage comptabilité 2013/2014 : | 31/12/2014 |
| • Inventaire des immobilisations : | 31/12/2014 |
| • Arrêté des caisses : | 31/12/2014 |
| • Arrêté des stocks : | 31/12/2014 |
| • Justification et apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence : | 31/12/2014 |
| • Sélection du Cabinet d'audit : | 31/01/2015 |
| • Arrêté des comptes des CRP et transmission des états et des pièces justificatives : | 31/01/2015 |
| • vérification, centralisation et production des états comptables : | 28/02/2015 |
| • Analyse des comptes et établissements des états financiers : | 25/03/2015 |
| • Transmission des états financiers au FIDA : | 30/03/2015 |
| • Audit des comptes 2014 avec rapports provisoires : | 01 au 30/04/2015 |
| • Commentaires et réponses du Programme : | 15/05/2015 |
| • Finalisation du rapport définitif et transmission au FIDA : | 31/05/2015 |

50. **Suivi/Supervision.** Les recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission d'appui de mai 2014 ont été mises en œuvre de façon satisfaisante à part celles relatives au paramétrage de Tom2Pro, à l'amendement « pari passu » et à la transmission de la lettre à l'emprunteur. Ces éléments sont en cours de mise en œuvre et devraient être pris en charge totalement avant le 31/12/2014.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Aspects fiduciaires		
Procéder à la validation et l'internalisation des outils de conduite des opérations techniques de gestion avec les CRP : manuel de procédures administratives, financières et comptables ; manuel d'exécution des microprojets.	Coordonnateur	31/12/2014
Prendre toutes les dispositions nécessaires, en tenant compte des orientations données par la mission, pour mieux caractériser la contribution des bénéficiaires (en nature et/ou en numéraire), préciser les modalités et les conditions de sa mise en place et mieux circonscrire la mise en place du Fonds de Réinvestissent Communautaire (FRC).	Coordonnateur/RSE	31/01/2015
Finaliser le paramétrage du logiciel en tenant compte des actions résiduelles à entreprendre telles que énoncées dans la présente revue.	RAF/CPT/Assistant Comptable	31/12/2014
Procéder à la valorisation des équipements (véhicules et ordinateurs) du PLPR transférés au POSER pour compléter les immobilisations à comptabiliser sur l'exercice 2014 comme contrepartie de l'Etat.	RAF/Comptable/Assistant/Direction du Patrimoine de l'Etat	31/12/2014
Effectuer les inventaires de clôture des comptes 2014.	RAF/Comptable/Assistant/CRP	31/12/2014
Prendre les dispositions nécessaires pour assurer les immobilisations du POSER conformément aux dispositions des Conditions Générales applicables aux prêts/dons du FIDA.	Coordonnateur/RAF	31/01/2015
Mettre en œuvre le processus d'évaluation des performances du personnel sur la base du PTBA de 2015 et en fonction des objectifs assignés à chaque agent et de ses résultats atteints en fin d'année.	Coordonnateur	31/01/2015
Assurer les visas sur les ordres de mission lors des déplacements et systématiser l'élaboration des rapports de mission.	Coordonnateur/équipe du programme	Pour mémoire
Systématiser la budgétisation de la contribution des bénéficiaires et s'assurer également de la budgétisation correcte de la	Coordonnateur/RAF/RSE	Pour mémoire

contribution taxe de l'Etat qui comprend non seulement celle exprimée en numéraire mais aussi les taxes.		
Assurer la transmission du PTBA/PPM/2015 au FIDA.	Coordonnateur	31/12/2014
Préparer les DRF de 2013 et 2014 sur la base du « pari passu » en expliquant les compensations faites sur les préfinancements effectués par la contrepartie (PLPR et POSER) au profit du FIDA et du FFE.	Coordonnateur/RAF	31/12/2014
Prendre les dispositions nécessaires pour effectuer les paiements des sommes dues au titre de la liquidation des droits des agents du PLPR, suite à une action de justice, sur les ressources de contrepartie et non sur celles des prêts FIDA/FFE/POSER.	Coordonnateur/RAF	Pour mémoire
Assurer le suivi des décaissements sur les financements effectués dans le cadre de la mise en œuvre des microprojets et prendre les mesures nécessaires pour la mobilisation de la contribution des bénéficiaires et sa comptabilisation dans les livres du programme.	Coordonnateur/RAF/CRP	31/12/2014 et pour mémoire
Tenir compte et mettre en œuvre les différents éléments essentiels recensés lors de la revue du draft de la lettre à l'emprunteur concernant notamment les formulaires, les seuils des ECD, le compte désigné unique, la contrepartie de l'Etat, la réglementation nationale en matière de passation des marchés, les seuils d'examen préalable, les états financiers et le rapport intérimaire.	Coordonnateur/RAF/comptable/Assistant/FIDA	Pour mémoire
Finaliser la lettre à l'emprunteur et transmettre au programme, accompagnée du MDP, du nouveau formulaire 102 et des éléments du rapport intérimaire.	FIDA	31/12/2014
Assurer le suivi du planning d'arrêté et d'audit des comptes proposé par la mission intégrant le recrutement du cabinet d'audit et avec comme double objectif le respect des délais de transmission des états financiers au FIDA le 31/03/2015 et du rapport d'audit, le 30/06/2015.	Coordonnateur/RAF/Comptable	31/12/2014 31/01/2015 31/03/2015 30/06/2015

G. Durabilité

51. La durabilité des acquis et des résultats, depuis le début en 1999 du Programme de Lutte contre la Pauvreté Rurale (PLPR), programme précurseur au POSER, a été au centre de l'approche de mise en œuvre du PLPR. La recherche de la durabilité des résultats se poursuit et demeure encore un aspect central dans l'approche de mise en œuvre du POSER et dans le mécanisme de financement des investissements. Dans le POSER, différents éléments et mécanismes concourent à l'atteinte de cette durabilité dont : l'autonomisation financière des ACD et des CR, à travers la gestion des ressources allouées au Fonds, entamée depuis le PLRP en 2000, est un facteur de durabilité.

Cette autonomisation se fonde sur la capacité de mobilisation financière des ACD et CRP auprès des partenaires diversifiés tant publics, bilatéraux, multilatéraux que privés, dans un climat de confiance. En effet, aujourd'hui, les ACD sont financées déjà par un bon nombre d'autres partenaires que le FIDA, ce qui augure une bonne durabilité. Le POSER s'appuie sur cette capacité de gestion de fonds publics et sur ce dispositif endogène pérennisé dans un cadre institutionnel managé par les bénéficiaires.

52. La durabilité institutionnelle est en voie d'être soutenue grâce au contenu technico-financier des programmes qui fédèrent, structurent et renforcent les capacités de la communauté. Cette utilité sociale confère une légitimité et garantit la pérennité institutionnelle. Le statut de structure de concertation à l'échelle locale (ACD) et régionale (CRP) pour l'inclusion sociale des plus vulnérables confère à la durabilité une dimension sociale et politique. Ces assemblées de prise de décisions pour l'identification des bénéficiaires et le financement des micro-projets constituent une forme de reconnaissance des capacités techniques et de gestion des communautés et une modalité de dialogue entre les collectivités de base et l'Etat et ses démembrements. Un mode de territorialisation des politiques de développement.

53. Au plan technique, la participation bien qu'encore limitée, mais en cours d'être renforcée et systématisée, des bénéficiaires à l'entretien des ouvrages hydrauliques, en complément des ressources de l'Etat, assure une gestion durable des investissements structurants ; celle-ci devra être largement et fortement encouragée. L'approche du fonds revolving résultant du remboursement par les bénéficiaires des ressources reçues pour le financement de leurs micro-projets, avec des taux de remboursement abordables, sans intérêt, préférée à la subvention, devrait faciliter, si sa gestion est bonne, la promotion des relations entre les communautés/bénéficiaires avec les institutions financières qui, à moyen terme, financeraient de façon pérenne les activités.

H. Conclusion

54. Le POSER qui a connu un retard de démarrage à la suite de la lenteur du processus de recrutement du personnel du Programme par le Gouvernement, est actuellement sur une bonne lancée de sa mise en œuvre. En effet, les outils de mise en œuvre technique et de gestion des aspects fiduciaires sont en place. La ratification de l'amendement du prêt supplémentaire du Fonds est en cours ainsi que l'amendement relatif à la mise en conformité de l'accord en ses points 10, 11 et 12 de la section B et en son annexe 2 pour une affectation des ressources FIDA1, FIDA2 et FFE sous forme de <pari- passu> . Le personnel de l'Unité de coordination a été recruté. Les activités de sensibilisation des ACD et de CRP et de renforcement des capacités du personnel du projet et de ses acteurs ont été réalisées. Un bon nombre de micro-projets ont été identifiés et sont prêts à être financés.

55. Le système de suivi & évaluation du POSER demeure cependant faible. Au regard de cette faiblesse, le Programme devra recruter un consultant spécialiste en S&E pour appuyer le Programme dans la revue et l'ajustement du cadre logique, la mise en place d'un système de S&E approprié et élaboration d'un manuel de S&E de façon participative ainsi que l'appui pour l'élaboration du rapport SYGRI de mars 2015. Une fois validé, le manuel de S&E devra être traduit en portugais et largement partagé avec les acteurs concernés. Le Programme devra également prendre les dispositions pour une séparation des fonctions de S&E et celles de suivi/accompagnement des micro-projets. De plus, le Programme devra prendre les dispositions pour diligenter la conduite de l'enquête de base nutritionnelle par l'INE avec l'appui d'un consultant disposant d'une bonne expertise dans ce domaine.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

I. Projet 1604 [876] Rural Socio-Economic Opportunities Programme - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Cap-Vert	No. du projet	1604	No. du prêt/don DSF	876
Projet	Rural Socio-economic Opportunities Programme			Prêt/don DSF suppl.	876
Date de mise à jour	11/07/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	2	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	2		
Dernière Supervision	23 nov – 03 dec 2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	10/02/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	21/09/2012			Coût total	25.59	
Accord	29/10/2012	Délai d'entrée en vigueur	4.8	FIDA Total	11.00	
Entrée en vigueur	11/02/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	11.00	23
Premier décaissement	20/05/2013			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2019	Dernier audit		Financement national total	5.09	9
Achèvement	31/03/2019			Beneficiaries	1.00	0
Clôture initiale	30/09/2019			Government (National)	4.08	11
Clôture	30/09/2019			Cofinancement total externes	9.50	5
Nbre de prolongations	0			Spanish Fund	9.50	17

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	3	2. Exécution du S&E	4	2
3. Fonds de contrepartie	4	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	3	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
			1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
			2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Les taux de décaissement actuels sont de 18,43%/FIDA et 12,68%/FFE. Le taux d'exécution du PTBA/2014 est de 29,3% au 31/10/14. Les fonds de contrepartie sont mis à disposition de façon régulière. Le premier audit du programme sera réalisé en 2015 et va concerner les exercices 2013 et 2014. La mise en œuvre des activités du Programme qui, en dépit d'un grand retard enregistré au départ, a effectivement démarré avec le démarrage de la réalisation des activités du terrain dans toutes les neuf régions couvertes par le Programme. Une forte campagne de sensibilisation des Associations Communautaires de Développement (ACD) et des populations des zones couvertes par le POSER a été entreprise pour expliquer les objectifs et l'approche de mise en œuvre du Programme ; 147 micro-projets dont 134 ont été éligibles au financement du POSER pour un montant total d'investissement de 88 millions ont été identifiés et les signatures de contrats ont en cours. Le dispositif de gestion est en train de se consolider avec la mise en place des manuels de procédures de gestion et d'opérations y compris les procédures relatives au financement des microprojets (la version en français du manuel de procédures administratives, financières et comptables est disponible). Ces documents, déjà validés par l'équipe de l'UCP, vont être également partagés avec les CRP et autres partenaires de mise en œuvre avant le 31/12/14 avec la prise en compte des observations de la présente mission en ce qui concerne notamment la gestion opérationnelle des microprojets. .

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Au total 134 micro-projets éligibles ont déjà été identifiés dans les domaines de la production végétale, de l'élevage, de la pêche et de la maîtrise de l'eau. Environ 85% de projets identifiés concernent des activités génératrices de revenus (AGR) et 15% concernent les activités socio-économiques. Les contrats pour la moitié des projets identifiés, soit environ 70 projets, ont été déjà signés et financés, et la signature pour les 70 autres projets vont intervenir avant 31 décembre 2014. Ces projets vont bénéficier à 730 ménages soit environ 3600 personnes. Le rapport provisoire du manuel de procédures administratives, financières et comptable est disponible. Ce document a bien été partagé avec l'UCP ainsi qu'avec cinq régions des neuf régions couvertes par le projet. Ce partage va se poursuivre pour assurer une bonne appropriation dudit document par tous les CRP de toutes les régions. Au 31 octobre 2014, le taux d'exécution financière du PTBA est 29,3%. Les taux d'exécution par bailleur sont respectivement de 18,1% pour le FIDA, 12,2 % pour le Fonds Fiduciaire du Mécanisme de Cofinancement Espagnol pour la sécurité alimentaire et 29,3%% pour l'Etat. La contribution des bénéficiaires n'est pas encore calculée.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

La probabilité de l'atteinte des objectifs de développement existe bien étant donné que le POSER se construit sur le PLPR. Ce dernier a mis en place des instruments institutionnels (ACD et CRP) qui sont opérationnels. Le POSER capitalisera sur les acquis du PLPR, avec plus d'accent sur les aspects productifs et avec une meilleure documentation des résultats, effets et de l'impact du Programme grâce au renforcement du système de suivi et évaluation. La conduite de l'enquête de référence SYGRI et socio-économique en cours permettra de déterminer les niveaux de référence des indicateurs clé, qui seront suivis dans le temps et comparés à leurs niveaux de la fin du programme.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La validation et l'internalisation avec les CRP du manuel de procédures administratives, financières et comptables et du manuel opérationnel relatif à l'exécution des microprojets avant le 31/12/2014, reste une préoccupation majeure à prendre en charge. Il en est de même de l'élaboration le manuel de procédures de suivi/évaluation avec notamment la revue du cadre logique et la réalisation des enquêtes nutritionnelles et socioéconomiques.
---------------------	---

	Une bonne internalisation du manuel de procédures et son application effective permettra de mieux sécuriser la mise en œuvre des opérations fiduciaires
Avancement de l'exécution du projet	La faible maîtrise des outils de gestion serait un risque. Cependant, la mise en place d'un manuel détaillé de procédures administratives, financière et comptable en langue portugaise et l'appropriation de ce manuel par les équipes concernées tant au niveau des Comités Régionaux de Partenaires (CRP) qu'au niveau de l'Unité de Coordination Nationale, devraient fortement réduire ce risque et améliorer ainsi la gestion financière. La mise en place du Tom2Pro, le renforcement des capacités du personnel en son utilisation ainsi que son appropriation par le Programme devrait également améliorer la gestion financière
Produits et réalisations	
Durabilité	Les activités du POSER sont déterminées par un processus participatif conduit par les ADC avec l'appui technique des CRP. Le financement des microprojets bancables avec une rentabilité claire.. L'approche du fonds revolving résultant du remboursement par les bénéficiaires des ressources reçues pour le financement de leurs micro-projets, avec des taux de remboursement abordables, sans intérêt, préférée à la subvention, devrait faciliter, si sa gestion est bonne, la promotion des relations entre les communautés/bénéficiaires avec les institutions financières qui, à moyen terme, financeraient de façon pérenne les activités.

Suivi propose

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Partage du manuel de procédures de gestion et du manuel de microprojets	Validation et internalisation	immédiat	A réaliser
Accord de financement	Amendement de l'Accord	Immédiat	A réaliser
Entrée en vigueur du prêt supplémentaire	Suivi auprès du Ministère des Finances	Immédiat	
Révision du Cadre logique	Procéder à la relecture du cadre logique du Programme pour mieux préciser les indicateurs retenus dans le document de conception finale notamment en ce qui concerne les trois (03) indicateurs de l'objectif spécifique et les indicateurs des résultats 1.2 et 2.2.	immédiat	A réaliser
Situation de référence	Réaliser l'étude de la situation de référence pour renseigner les valeurs initiales des indicateurs du cadre logique	immédiat	

Observations supplémentaires

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date
Exécution du projet		
Procéder à la relecture du cadre logique du Programme pour mieux préciser les indicateurs retenus dans le document de conception finale notamment en ce qui concerne les trois (03) indicateurs de l'objectif spécifique et les indicateurs des résultats 1.2 et 2.2.	UCP/CRP/Partenaires	31/07/2014
Adresser une correspondance à l'Institut National de Statistiques pour la préparation et la soumission d'une offre technique et financière relative à la réalisation de l'enquête de référence qui pourra également prendre en compte des enquêtes complémentaires concernant le niveau de référence d'autres indicateurs jugés utiles.	Coordonnateur/RSE	30/06/2014
Prendre les dispositions utiles pour obtenir des équipements requis en l'occurrence les toises et les balances pour la réalisation de l'enquête.	FIDA	15/07/2014
Développer des partenariats formalisés avec les institutions étatiques, paraétatiques et privées sur la base de conventions de performance.	UCP/CRP/Partenaires	31/08/2014
Préparer et soumettre au FIDA les TDR relatifs à l'appui en matière de renforcement des capacités des ACD prévu en septembre 2014.	Coordonnateur/Responsable AFC	30/06/2014
Statuer sur la possibilité de mettre à la disposition du POSER les reliquats des fonds BAD et BADEA relatifs à la microfinance pour faire face aux besoins importants requis en matière de ressources financières nécessaires au financement des microprojets.	UCP/Tutelle/Ministère des Finances	31/08/2014
Entreprendre en cas d'acceptation une étude/analyse pour déterminer la stratégie d'intervention de la composante microfinance et la faire valider par tous les acteurs.	Coordonnateur/Responsable Composante PRPL	31/10/2014
Elaborer une stratégie de ciblage et d'inclusion sociale, en rapport avec le Bureau du FIDA à Dakar prenant en compte ces notions déjà en application, tout en améliorant certaines dispositions, notamment l'élargissement aux jeunes des deux sexes de la présence de 70% d'adultes aux assemblées des ACD. Avec l'appui de la coordinatrice régionale en genre, le POSER soumettra pour avis des TDR pour la sélection d'un consultant chargé d'élaborer la stratégie	UCP	En cours
adopter dans la grille de sélection des sous-projets au niveau ACD/CRP un scoring à discrimination positive pour les femmes, les jeunes, les personnes vulnérables (handicapés, etc.) le FIDA partagera avec le POSER les outils élaborés par le PAFA/Sénégal	Coordonnateur/responsable composante/Fida	En 2015
Participation de la Spécialiste Genre du POSER aux ateliers de formation et d'échanges sur le genre, organisés par la Division WCA ou par le Bureau du FIDA à Dakar.	coordonnateur/responsable composante/Fida	En 2015

Aspects fiduciaires

Procéder à la validation et l'internalisation des outils de conduite des opérations techniques de gestion avec les CRP : manuel de procédures administratives, financières et comptables ; manuel d'exécution des microprojets.	Coordonnateur	31/12/2014 31/01/2015
Prendre toutes les dispositions nécessaires, en tenant compte des orientations données par la mission, pour mieux caractériser la contribution des bénéficiaires (en nature et/ou en numéraire), préciser les modalités et les conditions de sa mise en place et mieux circonscrire la mise en place du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC).	Coordonnateur/RSE	31/12/2014
Finaliser le paramétrage du logiciel en tenant compte des actions résiduelles à entreprendre telles que énoncées dans la présente revue.	RAF/CPT/Assistant Comptable	31/12/2014
Procéder à la valorisation des équipements (véhicules et ordinateurs) du PLPR transférés au POSER pour compléter les immobilisations à comptabiliser sur l'exercice 2014 comme contrepartie de l'Etat.	RAF/Comptable/Assistant/Direction du Patrimoine de l'Etat	31/12/2014
Effectuer les inventaires de clôture des comptes 2014.	RAF/Comptable/Assistant/CRP	31/01/2015
Prendre les dispositions nécessaires pour assurer les immobilisations du POSER conformément aux dispositions des Conditions Générales applicables aux prêts/dons du FIDA.	Coordonnateur/RAF	31/01/2015
Mettre en œuvre le processus d'évaluation des performances du personnel sur la base du PTBA de 2015 et en fonction des objectifs assignés à chaque agent et de ses résultats atteints en fin d'année.	Coordonnateur	Pour mémoire
Assurer les visas sur les ordres de mission lors des déplacements et systématiser l'élaboration des rapports de mission.	Coordonnateur/équipe du programme	Pour mémoire
Systématiser la budgétisation de la contribution des bénéficiaires et s'assurer également de la budgétisation correcte de la contribution taxe de l'Etat qui comprend non seulement celle exprimée en numéraire mais aussi les taxes.	Coordonnateur/RAF/RSE	31/12/2014
Assurer la transmission du PTBA/PPM/2015 au FIDA.	Coordonnateur	31/12/2014
Préparer les DRF de 2013 et 2014 sur la base du « pari passu » en expliquant les compensations faites sur les préfinancements effectués par la contrepartie (PLPR et POSER) au profit du FIDA et du FFE.	Coordonnateur/RAF	Pour mémoire
Prendre les dispositions nécessaires pour effectuer les paiements des sommes dues au titre de la liquidation des droits des agents du PLPR, suite à une action de justice, sur les ressources de contrepartie et non sur celles des prêts FIDA/FFE/POSER.	Coordonnateur/RAF	31/12/2014 et pour mémoire
Assurer le suivi des décaissements sur les financements effectués dans le cadre de la mise en œuvre des microprojets et prendre les mesures nécessaires pour la mobilisation de la contribution des bénéficiaires et sa comptabilisation dans les livres du programme.	Coordonnateur/RAF/CRP	

		Pour mémoire 31/12/2014
Tenir compte et mettre en œuvre les différents éléments essentiels recensés lors de la revue du draft de la lettre à l'emprunteur concernant notamment les formulaires, les seuils des ECD, le compte désigné unique, la contrepartie de l'Etat, la réglementation nationale en matière de passation des marchés, les seuils d'examen préalable, les états financiers et le rapport intérimaire.	Coordonnateur/RAF/comptable/Assistant/FIDA	
Finaliser la lettre à l'emprunteur et transmettre au programme, accompagnée du MDP, du nouveau formulaire 102 et des éléments du rapport intérimaire.	FIDA	31/12/2014 31/01/2015
Assurer le suivi du planning d'arrêté et d'audit des comptes proposé par la mission intégrant le recrutement du cabinet d'audit et avec comme double objectif le respect des délais de transmission des états financiers au FIDA le 31/03/2015 et du rapport d'audit, le 30/06/2015.	Coordonnateur/RAF/Comptable	31/03/2015 30/06/2015

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

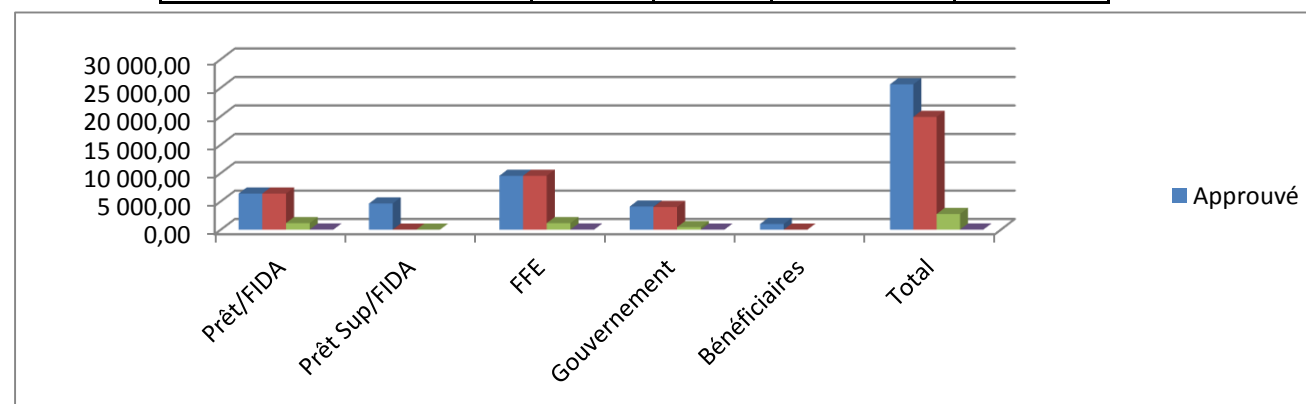
Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 25 Novembre 2014			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2014	Progrès effectif	% par rapport au PTBA			
Composante 1: Programmes Regionaux de lutte contre la pauvreté							
Sous/Composante 11: Investissements PRLP							
Nombre de Microprojets Agriculture	Nombre	12	0	0%	0	192	0%
Nombre de Microprojets Peche	Nombre	12	2	17%	2	84	2%
Nombre de Microprojets Elevage	Nombre	34	0	0%	0	240	0%
Nombre de Microprojets Autres AGRs	Nombre	21	1	5%	1	234	0%
Nombre de Microprojets Habitat Social	Nombre	0	-	-	-	20	-
Nombre de Microprojets Accès à l'eau potable	Nombre	2	0	0%	0	30	0%
Nombre de Microprojets Assainissement	Nombre	0	-	-	-	10	-
Nombre de Microprojets Education	Nombre	0	-	-	-	36	-
Nombre de Microprojets Autres Activités Sociales	Nombre	0	-	-	-	30	-
Nombre de Personnes bénéficiaires de Formation Professionnelle	Nombre	1	0	0%	0	540	0%
Nombre de Bénéficiaires Hommes de micro projets financés	Nombre	480	85	18%	85	13230	1%
Nombre de Bénéficiaires femmes de micro projets financés	Nombre	610	110	18%	110	13770	1%
Nombre de Communautés Bénéficiaires des micro projets	Nombre	30	3	10%	3	400	1%
Nombre d'ACDs executantes	Nombre	33	3	9%	3	508	1%
Composante 2: Animation, Formation et Mise en Réseau							
Sous/Composante 21: Animation							
Nombre d'Assemblées Communautaires organisées	Nombre	63	73	116%	73	480	15%
Nombre de séances d'information/capacitation en associativisme organisées	Nombre	0	-	-	-	42	-
Nombre d'Atelier/Seminaires réalisées par l' UCP	Nombre	1	1	100%	1	12	8%

Nombre d'Atelier/Seminaires réalisées par les CRPs	Nombre	9	9	100%	9	81	11%
Nombre de Sites web d'Information sur le programme créés	Nombre	1	0	0%	0	10	0%
Nombre de Depliant/Bulletins sur le Programme élaboré et publiés	Nombre	0	-	-	-	20	-
Sous/Composante 22: Formation							
Nombre de Leadeurs des ACDs hommes formées en Elaboration-de dossiers de Projets	Nombre	0	-	-	-	210	-
Nombre de Leadeurs des ACDs formées Femme Elaborationde dossiers de Projets	Nombre	0	-	-	-	140	-
Nombre de Leadeurs des ACDs formées Homme en Leadership	Nombre	0	-	-	-	210	-
Nombre de Leadeurs des ACDs formées Femme en Leadership	Nombre	0	-	-	-	140	-
Nombre de Leadeurs des ACDs formées Homme sur les rôles et responsabilités	Nombre	0	-	-	-	210	-
Nombre de Leadeurs des ACDs formées Homme sur les rôles et responsabilités	Nombre	0	-	-	-	140	-
Nombre de visites d'Echanges/Formations organisés	Nombre	0	-	-	-	120	-
Nombre de personnes hommes bénéficiaires de visites d'échanges	Nombre	0	-	-	-	1854	-
Nombre de personnes femmes bénéficiaires de visites d'échanges	Nombre	0	-	-	-	1746	-
Nombre de leadeurs des ACDs formées en Entrepreneuriat	Nombre	0	-	-	-	210	-
Nombre de leadeurs des ACDs formées en Entrepreneuriat	Nombre	0	-	-	-	140	-
Nombre de sessions de Formations en Egalité Equité de Genre organisé	Nombre	1	1	100%	1	36	3%
Nombre de personnes hommes formés sur le genre	Nombre	10	10	100%	10	305	3%
Nombre de personnes femmes formées sur le genre	Nombre	5	5	100%	5	203	2%
Composante 3: Gestion du Programme							
Sous/Composante 31: Gestion du Programme							
Nombre de Réunions de Coordination orgaganisé par l'UCP	Nombre	0	-	-	-	60	-
Nombre des CRPs objet de Mission de Supervision de L'UCP	Nombre	9	6	67%	6	9	67%
Nombre d'Audits des comptes réalisé	Nombre	1	0	0%	0	6	0%
Nombre d'Enquetes d' Effets Realisées	Nombre	0	-	-	-	12	-
Nombre d'Études réalisés	Nombre	0	-	-	-	27	-
Nombre de Mission de Suivi Physique des Microprojets par l'UCP	Nombre	0	-	-	-	40	-
Nombre d'Etudes de Référence Realisées	Nombre	2	0	0%	0	2	0%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Appendice 5 A Performance financière par bailleur (USD 000) au 31/10/2014

Financier	Approuvé	Réel	Décaissements	%
Prêt/FIDA	6 380,00	6 380,00	1 157,00	18,13
Prêt Sup/FIDA	4 620,00	0,00	0,00	
FFE	9 504,00	9 504,00	1 157,00	12,17
Gouvernement	4 083,00	4 000,00	449,00	11,23
Bénéficiaires	1 005,00	0,00		
Total	25 592,00	19 884,00	2 763,00	13,90



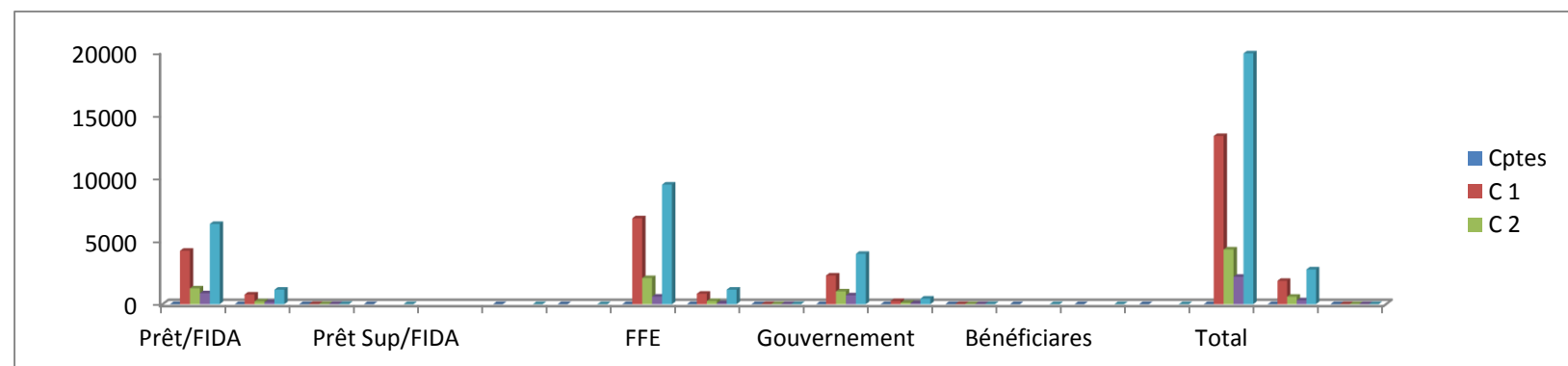
Appendice 5B

POSER

Performance financière par bailleur et par composante (USD '000) au 31/10/2014

	Prêt/FIDA			Prêt Sup/FIDA			FFE			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Cptes	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%
C 1	4 248,00	770,00	18,13				6 825,00	831,00	12,18	2 277,00	256,00	11,24				13 350,00	1 857,00	13,91
C 2	1 260,00	229,00	18,17				2 074,00	252,00	12,17	1 019,00	114,00	11,00				4 353,00	595,00	13,67
C 3	872,00	158,00	18,12				605,00	74,00	12,17	704,00	79,00	11,00				2 181,00	311,00	14,26
Total	6 380,00	1 157,00	18,13	0,00	0,00	0	9 504,00	1 157,00	12,17	4 000,00	449,00	11,23	0	0	0	19 884,00	2 763,00	13,90

Diagramme

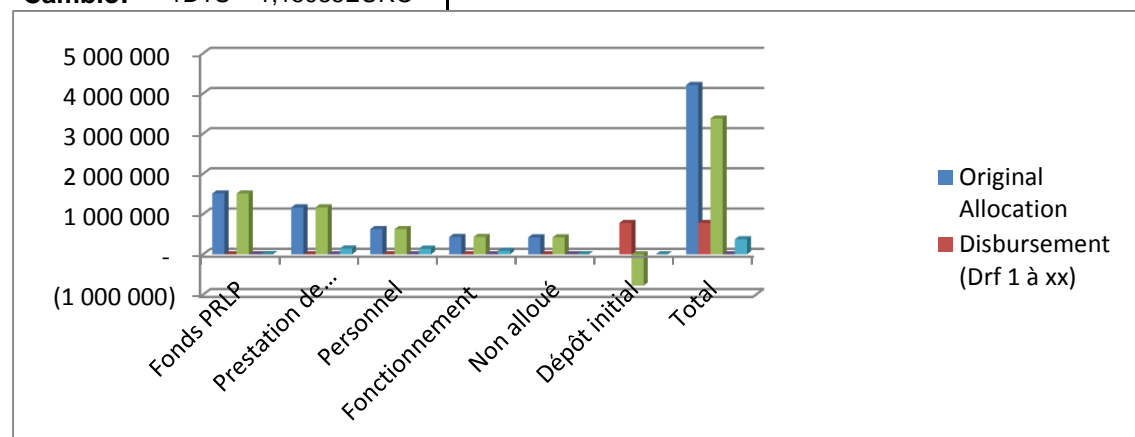


POSER

Appendice 5C. Décaissements Prêt/FIDA (DTS) AU 31 OCTOBRE 2014

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à xx)	Balance	%	W/A Pending	Total	%
I	Fonds PRLP	1 510 000	0	1 510 000	-	1 563,83	1 563,83	0,10
II	Prestation de services	1 165 000	0	1 165 000	-	144 084,97	144 084,97	12,37
III	Personnel	625 000	0	625 000	-	138 901,46	138 901,46	22,22
IV	Fonctionnement	430 000	0	430 000	-	88 496,44	88 496,44	20,58
	Non alloué	420 000	0	420 000	-	0,00	0,00	0,00
	Dépôt initial		775 962,42	-775 962		0,00	775 962,42	
	Total	4 210 000	775 962,42	3 374 037,58	18,43	373 046,70	1 149 009,12	27,29

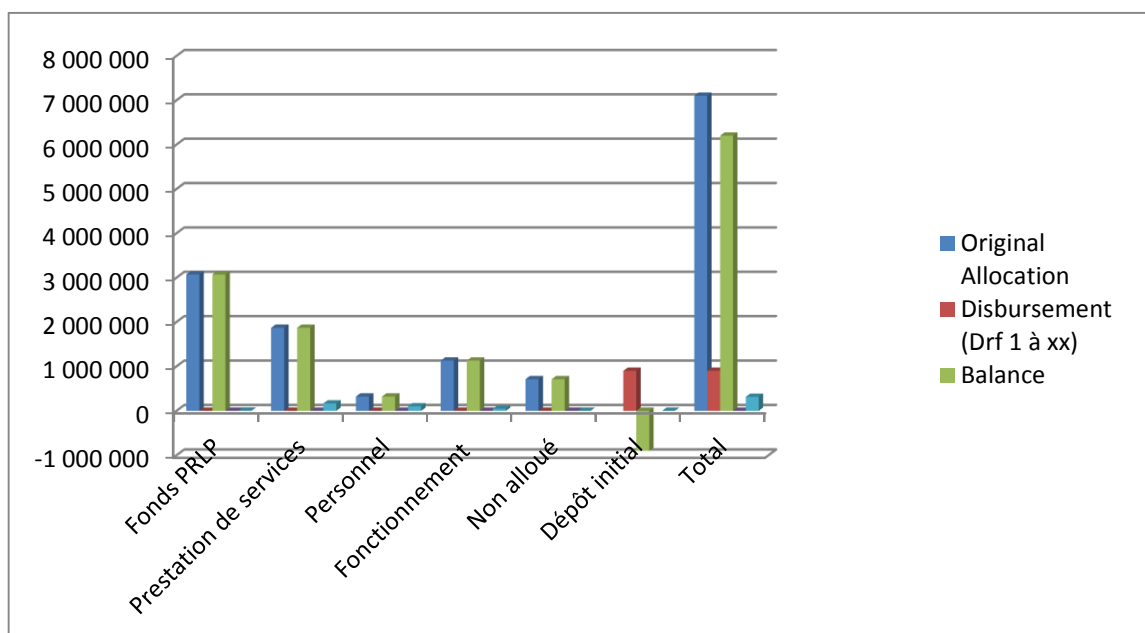
Cambio: 1DTS = 1,15985EURO



POSER

Appendice 5C. Décaissements Prêt/FFE (euro) AU 31 OCTOBRE 2014

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à xx)	Balance	%	W/A Pending	Total	%
I	Fonds PRLP	3 070 000	0	3 070 000	0	1 813,81	1 813,81	0,06
II	Prestation de services	1 869 000	0	1 869 000	0	166 126,83	166 126,83	8,89
III	Personnel	322 000	0	322 000	0	101 397,36	101 397,36	31,49
IV	Fonctionnement	1 129 000	0	1 129 000	0	45 648,62	45 648,62	4,04
	Non alloué	710 000	0	710 000	0	0,00	0,00	0,00
	Dépôt initial		900 000	-900 000		0,00	900 000,00	0
	Total	7 100 000	900 000	6 200 000	12,68	314 986,62	1 214 986,62	17,11



Appendice 6 : **POSER/ Respect des dispositions de l'Accord de financement : état d'avancement au 31/10/2014**

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, point 10 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte désigné »	« Dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en USD auprès de la banque centrale acceptable pour le FIDA ».	31/12/2014	En cours	Sur la base du nouvel amendement en cours de signature, le point 10 sera ainsi libellé « l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en euro auprès de la banque centrale de Cabo Verde.
Section B, point 11 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte d'opération »	« L'emprunteur ouvrira en outre un compte d'opération en Escudos du Cap-Vert (CVE) pour la réalisation des activités du programme ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Cette disposition n'est plus nécessaire dans la mesure où le compte désigné est en euro et qu'il y a une parité fixe entre l'euro et l'escudo : 1 euro = 110,265 escudos. la banque reçoit le chèque en escudo et procède au paiement en tenant compte du taux de change fixe.
Section B, point 12 de l'amendement du 27 mai 2013 « contrepartie »	« L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD, représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme, qui seront pris en charge par l'emprunteur au moyen, notamment, d'exonérations des droits de douane et taxes ».	31/12/2014	En cours	Sur la base du nouvel amendement en cours de signature, le point 12 sera ainsi libellé. « L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD. Ce montant représente la contribution de l'emprunteur : a) à la prise en charge par l'emprunteur, au moyen d'exonérations ou en recourant à la procédure de chèques du trésor, de l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme, pour un total approximatif de 2 millions d'USD ; et b) au financement de l'assurance du personnel de l'UCP et des CRP, ainsi que d'autres coûts de fonctionnement et de prestation de service, pour un montant approximatif de 2 millions d'USD ».
Annexe 2 de l'amendement du 27 mai 2013 « tableau d'affectation des fonds »	« Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories ».	31/12/2014	En cours	Sur la base du nouvel amendement en cours de signature, le tableau d'affectation sera ainsi libellé « Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories. Chaque demande de décaissement sera répartie par le fonds en pari passu selon un ratio 31/23/46 entre le prêt du fonds, le prêt supplémentaire du fonds et le prêt du fonds fiduciaire ».

République du Cabo Verde
Programme de Promotion des Opportunités Economiques Sociales (POSER)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 19 novembre au 03 décembre 2014

Section 7.02, b), ii) des conditions générales « PTBA »	« l'agent principal du programme soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année du projet considérée..... ».	31/12/2014	En cours	L'échéance de transmission du PTBA 2015, conformément aux dispositions des Conditions Générales (60 jours avant le début de la période considérée), est actuellement dépassée. Le Programme devra rapidement prendre les dispositions nécessaires pour transmettre le PTBA/PPM 2015 au FIDA avant le 31/12/2014.
Section 7.08, a) des conditions générales « Assurance des biens »	« L'emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques, l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du programme selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales ».	31/01/2015	A mettre en œuvre	Prendre les dispositions nécessaires pour assurer les immobilisations du POSER conformément aux dispositions des Conditions Générales applicables aux prêts/dons du FIDA.
Section 8.03, a) des conditions générales « Rapport d'activités »	« L'agent principal du programme, ou une autre partie désignée dans l'accord, remet au Fonds des rapports d'activités périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du fonds..... »	31/03/2015 15/08/2015 30/09/2015	A mettre en œuvre	Le rapport annuel du programme devra être transmis au plus tard le 31/03/2014. Le rapport intérimaire relatif aux aspects fiduciaires, arrêté au 30/06/2015 doit être transmis à CFS/FIDA au plus tard le 15/08/2015. Le rapport du premier semestre 2015 devra être transmis au FIDA au plus tard le 30/09/2015.
Section 9.02 des conditions générales « Etats financiers »	« L'emprunteur/bénéficiaire remet au fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au programmes, établis, conformément aux normes et procédures agréées par le fonds, dans un délai de quatre (04) mois après la clôture de chaque années fiscale ».	31/03/2015	A mettre en œuvre	Les états financiers 2013 et 2014 devront être transmis au FIDA au plus tard le 31/03/2015 (il s'agit de l'échéance convenue avec le programme au cours de la mission de supervision).
Section 9.03, b) des conditions générales « Audit des comptes »	« Remettre au fonds dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée du rapport d'audit et lui soumettre la réponse à la lettre de recommandations des commissaires aux comptes dans le mois qui suit sa réception ».	30/06/2015	A mettre en œuvre	Les rapports d'audit des comptes 2013 et 2014 devront parvenir au FIDA au plus tard le 30/06/2015.

POSER/DOCUMENTS DE TRAVAIL

1. Exécution du PTBA/2013 par bailleur, par composante et par catégorie au 31/12/2013
2. Exécution du PTBA/2014 par bailleur, par composante et par catégorie au 31/10/2014
3. Reconstitution du compte désigné FIDA au 31/10/2014
4. Reconstitution du compte désigné FFE au 31/10/2014
5. Contrepartie de l'Etat au 31/10/2014
6. Trésorerie du Programme au 31/10/2014
7. Virement de fonds 2013 et 2014 au profit des CRP au 31/10/2014
8. Financement des Microprojets au 31/10/2014
9. Registre des contrats au 31/10/2014
10. Contrats/Programme/CRP
11. Immobilisation sur ressources du POSER au 31/10/2014
12. Situation du personnel : tableaux 1 et 2
13. Suivi des recommandations de la dernière mission d'appui de mai 2014
14. Evaluation financière lors de la supervision : annexes II, III et IV

POSER PTBA au 31/12/2013 (CVE)

POSER PTBA au 31/12/2013 (CVE)					
BAILLEURS					
BAILLEURS	Prévisions		Réalisations		Taux d'exécution
	Montants	%	Montants	%	
FIDA	102 127 253,00	44,12	14 583 367,48	35,38	14,3
FFE	89 992 967,00	38,88	9 312 887,34	22,59	10,3
Etat	26 934 980,00	11,64	17 320 963,00	42,02	64,3
Bénéficiaires	12 428 774,00	5,37	0,00		
TOTAL	231 483 974,00	100,00	41 217 217,82	100,00	17,8

COMPOSANTES

COMPOSANTES			
	Prévisions	Réalisations	Taux
ds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté(P	174 577 357,00	10 534 692,79	6,0
Formation, animation et mise en réseau	6 889 156,00	3 949 090,07	57,3
Coordination et Gestion	50 017 461,00	26 733 434,96	53,4
TOTAL	231 483 974,00	41 217 217,82	17,8

CATEGORIES

CaTEGORIES	Prévisions		Réalisations		Taux d'exécution
	Montants	%	Montants	%	
Catégories I - Fonds PRLP	124 287 737,00	53,7	885 361,79	2,1	0,0
Catégories II - Prestation de services	44 320 445,00	19,1	9 724 073,07	23,6	21,9
Catégories III - Personnel	24 170 449,00	10,4	21 239 701,89	51,5	87,9
Catégories IV - Fonctionnement	38 705 342,00	16,7	9 368 081,07	22,7	24,2
TOTAL	231 483 973,00	100,0	41 217 217,82	100,0	17,8

POSER PTBA au 31/10/2014 (CVE)

BAILLEURS					
BAILLEURS	Prévisions		Réalisations		Taux d'exécution
	Montants	%	Montants	%	
FIDA	128 397 372,00	45,1	36 916 896,53	44,3	28,8
FFE	114 235 288,00	40,1	28 793 986,77	34,5	25,2
Etat	27 245 447,00	9,6	17 659 334,00	21,2	64,8
Bénéficiaires	15 008 622,00	5,3	0,00		
TOTAL	284 886 729,00	100,0	83 370 217,30	100,0	29,3
* Rmq: Diference de 78.627(CRP Fogo).					
COMPOSANTES					
COMPOSANTES					
			Prévisions	Réalisations	Taux
Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté(PRLP)			216 006 603,00	43 825 641,00	20,3
Formation, animation et mise en réseau			14 761 556,00	10 650 740,35	72,2
Coordination et Gestion			54 118 570,00	28 893 835,95	53,4
TOTAL			284 886 729,00	83 370 217,30	29,3
CATEGORIES					
CaTEGORIES	Prévisions		Réalisations		Taux d'exécution
	Montants	%	Montants	%	
Catégories I - Fonds PRLP	150 086 215,00	52,7	7 551 333,00	9,1	5,0
Catégories II - Prestation de services	64 669 944,00	22,7	37 118 368,35	44,5	57,4
Catégories III - Personnel	31 730 900,00	11,1	22 357 095,61	26,8	70,5
Catégories IV - Fonctionnement	38 399 670,00	13,5	16 343 420,34	19,6	42,6
TOTAL	284 886 729,00	100,0	83 370 217,30	100,0	29,3

POSER/Contrepartie de l'Etat au 31/10/2014 (CVE)

	Prévisions			Réalizations			% Realisations de la période		
	Numéraire	Taxes	TOTAL	Numéraire	Taxes	TOTAL	Numéraire	Taxes	TOTAL
Exercice 2013	18 334 960,00	0,00	18 334 960,00	17 838 530,00	0,00	17 838 530,00	97,29	0,00	97,29
Exercice 2014	27 245 446,00	0,00	27 245 446,00	18 082 527,00	0,00	18 082 527,00	66,37	0,00	66,37
TOTAUX	45 580 406,00	0,00	45 580 406,00	35 921 057,00	0,00	35 921 057,00	78,81		78,81

République du Cabo Verde
Programme de Promotion des Opportunités Economiques Sociales (POSER)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 19 novembre au 03 décembre 2014

POSER/TRESORERIE DISPONIBLE AU 31/10/2014 (CVE)				
Libellés	FIDA	FFE	GOV	TOTAUX
Soldes banques au 31/10/2014				
UCP	30 628 490,00	43 940 344,00	4 082 628,00	78 651 462,00
CRP Fogo	2 245 953,00	2 069 132,00	155 506,00	4 470 591,00
CRP Brava	1 037 729,00	1 037 729,00	430 859,00	2 506 317,00
CRP São Nicolau	1 132 805,00	1 135 297,00	467 204,00	2 735 306,00
CRP Santo Antão	505 343,00	505 344,00	220 892,00	1 231 579,00
CRP Santiago Norte	3 470 382,00	3 486 751,00	28 226,00	6 985 359,00
CRP Santiago Centro	4 178 105,00	3 013 147,00	162 747,00	7 353 999,00
CRP Santiago Sul	1 995 362,00	1 995 763,00	180 209,00	4 171 334,00
CRP Maio	1 334 493,00	1 334 495,00	37 520,00	2 706 508,00
CRP São Vicente	1 391 156,00	1 405 697,00	383 393,00	3 180 246,00
Total CRP	17 291 328,00	15 983 355,00	2 066 556,00	35 341 239,00
TOTAL 1	47 919 818,00	59 923 699,00	6 149 184,00	113 992 701,00
Soldes caisses au 31/10/2014				
UCP	944,00	944,00	-	1 888,00
CRP Fogo	-	-	-	-
CRP Brava	3 454,00	3 454,00	-	6 908,00
CRP São Nicolau	2 991,00	2 991,00	-	5 982,00
CRP Santo Antão	3787	3787	-	7 574,00
CRP Santiago Norte	4 837,00	4 837,00	-	9 674,00
CRP Santiago Centro	8,00	-	-	8,00
CRP Santiago Sul	897,00	896,00	-	1 793,00
CRP Maio	-	-	-	-
CRP São Vicente	3 660,00	3 660,00	-	7 320,00
TOTAL 2	20 578,00	20 569,00	-	41 147,00
TOTAUX	47 940 396,00	59 944 268,00	6 149 184,00	114 033 848,00

POSER/SITUATION DES VIREMENTS DE FONDS AU PROFIT DES CRPS au 31/10/2014 EN CVE								
en CVE								
2013 et 2014								
Libellés	FIDA		FFE		ETAT		TOTAL	
	Montants virés	Montant Depenses	Montants virés	Montant Depenses	Montants virés	Montant Depenses	Montants virés	Montant Depenses
CRP/BRAVA	2 757 548,00	1 738 265,00	2 757 549,00	1 738 265,00	970 107,00	509 708,00	6 485 204,00	3 986 238,00
CRP/FOGO	3 672 287,00	1 717 031,00	3 672 287,00	1 717 030,00	840 523,00	379 267,00	8 185 097,00	3 813 328,00
CRP/MAIO	2 958 876,00	1 700 869,00	2 958 886,00	1 700 872,00	1 123 775,00	934 337,00	7 041 537,00	4 336 078,00
CRP/SÃO NICOLAU	3 268 515,00	1 852 324,00	3 271 016,00	2 209 415,00	1 346 539,00	726 508,00	7 886 070,00	4 788 247,00
CRP/ SÃO VICENTE	3 212 881,00	1 878 527,00	3 213 129,00	1 878 524,00	1 163 391,00	641 950,00	7 589 401,00	4 399 001,00
CRP/SANTO ANTÃO	6 494 162,00	6 037 676,00	6 494 161,00	6 037 673,00	1 589 240,00	1 301 969,00	14 577 563,00	13 377 318,00
CRP/SANTIAGO CENTRO	6 698 436,00	2 407 206,00	6 698 439,00	2 404 489,00	1 424 703,00	1 395 558,00	14 821 578,00	6 207 253,00
CRP/SANTIAGO NORTE	6 549 073,00	3 092 563,00	6 549 073,00	3 076 164,00	947 523,00	932 553,00	14 045 669,00	7 101 280,00
CRP/SANTIAGO SUL	4 643 069,00	2 824 245,00	4 644 468,00	2 825 242,00	1 456 027,00	964 685,00	10 743 564,00	6 614 172,00
Total CRP	40 254 847,00	23 248 706,00	40 259 008,00	23 587 674,00	10 861 828,00	7 786 535,00	91 375 683,00	54 622 915,00
*Contre valeur en euro	365 073,66	210 843,93	365 111,40	213 918,05	98 506,58	70 616,56	828 691,63	495 378,54
* 1 Euro = 110,265 CVE								

ANALISE DIFERENÇAS DE SALDOS

Diferença		
CRP/BRAVA	-14 259,00	Prefinanciamento entre contas
CRP/FOGO	-98 822,00	Prefinanciamento conta direcção
CRP/MAIO	-1 049,00	Cheque em transito
	-35 166,00	Cheques em transito
CRP/SÃO NICOLAU	391 701,00	Prefinanciamento entre contas
CRP/ SÃO VICENTE	2 834,00	Prefinanciamento entre contas
CRP/SANTO ANTÃO	-38 908,00	Prefinanciamento entre contas
	1 164 000,00	Penhora (tribunal) processo do trabalhador
	-3 680,00	Cheques em transito
CRP/SANTIAGO CENTRO	100 000,00	Adiantamento Advogado
	-25 000,00	Cheques em transitos no valor de
CRP/SANTIAGO NORTE	-25 644,00	Prefinanciamento entre contas
	-60 000,00	Cheque em transito no valor de
CRP/SANTIAGO SUL	16 265,00	Prefinanciamento entre contas
Caixa CRP	39 259,00	
TOTAL	1 411 531,00	

Resume des montants des Microprojets 2014

	APPROBATION		ENGAGEMENTS		DECAISSEMENTS		
CRPs	Nbre.	Montant	Nbre.	Montant	Nbre.	Montant	Date de mise a Jour
Santo Antão	14	21 672 066	14	10 972 647	14	5 426 077	31/10/2014
São Nicolau	10	7 581 663	1	330 000	1	149 000	25/11/2014
Santiago Norte	20	8 718 810	19	6 583 810	2	400 000	26/11/2004
Fogo	44	10 979 601	44	10 979 601	20	3 489 820	31/11/2014
Brava	7	2 568 308	7	2 568 308	7	1 135 374	31/10/2014
Santiago Centro	6	9 558 841	0	0	0	0	31/10/2014
Santiago Sul	2	7 522 319	1	5 018 112	1	1 806 064	25/11/2014
São Vicente	35	8 929 231	35	8 929 231	6	656 004	25/11/2014
Maio	11	6 875 625	7	2 102 682	7	2 102 682	25/11/2014
Total	149	84 406 464	128	47 484 391	58	15 165 021	
CONTRIBUTUIONS BENEFICIERES	-	8 440 646	-	4 748 439	-	0	
Rmp: Donnés des CRPs							

						Date:	31/10/2014
						Prêts FIDA et FFE:	LI- n° 876 et LE n° 13
						Page n°	sur
6	7	Montant CVE	Montant versé CVE	Exécution technique		Exécution Financière	ANO
Nom et Adresse l'entreprise/Fournisseur	Description des travaux des biens, des services ou des programmes de formation			Rapport Provisoire ou livraison proviosire	Rapport final ou livraison définitive	%	
TOMATE- FRANCE	Actualisation du logiciel comptable et financier TOMPRO par TOM2PRO,	4 741 395,00	1 422 418,50	Oui	Oui	30	Oui
	Fourniture de licence de 2 bases, installation, parametrage, formation						
	maintenance et assistance technique pour 2014						
João José da Moura Leal - Pr	Elaboration du Manuel de Procedure Administratif et financiere pour le POSER	1 253 160,00	751 895,00	Oui	Non	60	Oui

POSER/REGISTRE DES CONTRATS AU 31/10/2014 EN CVE					
CO-CONTRACTANT	OBJET	MONTANT HT EN CVE a)	Délai d' exécution	Payé	Solde
Santo Antão	Contrato Programa 2014	28 477 146	12 mois-31/12/2014	12 599 459	15 877 687
São Nicolau	Contrato Programa 2014	13 983 313	12 mois-31/12/2014	6 418 065	20 401 378
Santiago Norte	Contrato Programa 2014	41 946 467	12 mois-31/12/2014	12 583 941	54 530 408
Fogo	Contrato Programa 2014	24 154 227	12 mois-31/12/2014	7 246 268	31 400 495
Brava	Contrato Programa 2014	13 594 841	12 mois-31/12/2014	5 492 177	19 087 018
Santiago Centro	Contrato Programa 2014	32 920 037	12 mois-31/12/2014	13 118 753	46 038 789
Santiago Sul	Contrato Programa 2014	21 155 496	12 mois-31/12/2014	9 275 991	30 431 487
São Vicente	Contrato Programa 2014	12 496 321	12 mois-31/12/2014	6 113 823	18 610 144
Maio	Contrato Programa 2014	12 270 130	12 mois-31/12/2014	5 831 922	18 102 053
		200 997 977		78 680 398	254 479 458
a) Sans beneficiers					

POSER: LISTE DES IMMOBILISATIONS SUR SES RESSOURCES AU 31/10/2014 EN CVE						
Code	Description		Date d'acquisition	Quant.	d'acquisition (HT)en CVE	Financ.
IMMOBILISATIONS						
INCORPORELLES	LOGICIELS					
	TOM2PRO	Logiciel de Gestion Financière et Comptable	17/07/2014	1	2 684 953	FIDA
Sous- total					2 684 953	
IMMOBILISATIONS						
CORPORELLES	BATIMENTS ADMINISTRATIF					
Sous- total						
	MATERIEL ET MOBILIER					
Sous- total						
	MATERIEL DE BUREAU					
Sous- total						
	MATERIEL INFORMATIQUE					
		CPU TSUNAMI	14/08/2014	1	41 739	GOCV
		CPU TSUNAMI	14/08/2014	1	41 739	GOCV
		Computador DELL para Servidor TOM2Pro	20/08/2014	1	44 965	GOCV
		UPS APC 700 VA(1 ano de Garantia) para o Servidor TOM2Pro	20/08/2014	1	15 500	GOCV
Sous- total					143 943	
	MATERIEL AUTOMOBILE					

POSER/TABLEAU DU PERSONNEL: EFFECTIF ACCORD DE FINANCEMENT / DCP/ RECRUTEMENT AU 31/10/2014				
CO-CONTRACTANT	DCP - Table des coûts	Accord de financement	Réalisations	Observations
UCP				
Coordonnateur du PNLP	1	1	1	
Responsable de Suivi et Evaluation	1	1	1	
Responsable d'Animation, Formation et Communication	1	1	1	
Responsable Administrative et Financière	1	1	1	
Reponsable Genre et Ciblage	1	1	1	
Responsable de Microfinance et Entrepreneuriat	1	1	1	
Comptable Sénior	1	1	0	Recrutement en cours
Assistant Comptable/Comptable sénior	1	1	1	
Assistante Suivi et Evaluation	1	1	1	
Assistante Suivi et Evaluation	1	1	1	
Assistante Administrative et Secretariat	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Receptionniste/Telephoniste	1	1	1	
Personnel d'entretien	1	1	1	
Personnel d'entretien	1	1	1	
SOUS TOTAL 1	16	16	15	
ANTENNES				
Gestionnaire	9	9	8	1 Recrutement en cours
Animateur Rural	20	20	20	
Comptable	9	9	8	1 Recrutement en cours
Chauffeur	9	9	9	
Assistant Général	9	9	9	
SOUS TOTAL 2	56	56	54	
TOTAL	72	72	69	

POSER/TABLEAU DU PERSONNEL: EFFECTIF ACCORD DE FINANCEMENT / DCP/ RECRUTEMENT AU 31/10/2014

CO-CONTRACTANT	DCP - Table des coûts	Accord de financement	Réalisations	Observations
UCP				
Coordonnateur du PNL	1	1	1	
Responsable de Suivi et Evaluation	1	1	1	
Responsable d'Animation, Formation et Communication	1	1	1	
Responsable Administrative et Financière	1	1	1	
Reponsable Genre et Ciblage	1	1	1	
Responsable de Microfinance et Entrepreneuriat	1	1	1	
Comptable Sénior	1	1	0	Recrutement en cours
Assistant Comptable/Comptable sénior	1	1	1	
Assistante Suivi et Evaluation	1	1	1	
Assistante Suivi et Evaluation	1	1	1	
Assistante Administrative et Secretariat	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Receptionniste/Telephoniste	1	1	1	
Personnel d'entretien	1	1	1	
Personnel d'entretien	1	1	1	
SOUS TOTAL 1	16	16	15	
ANTENNES				
CRP Santo Antão				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP São Nicolau				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
Gestionnaire CRP FOGO				
Gestionnaire	1	1	0	Recrutement en cours
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP Brava				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	0	Recrutement en cours
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	

CRP Santiago Norte				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP São Vicente				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP Maio				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP Santiago Sul				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP Santiago Centro				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
SOUS TOTAL 2	56	56	54	
TOTAL	72	72	69	

POSER/Suivi au 31/10/2014 des recommandations de la dernière mission d'appui de 2014

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Etat d'avancement
Etat d'avancement de l'exécution du Programme			
Procéder à la relecture du cadre logique du Programme pour mieux préciser les indicateurs retenus dans le document de conception finale notamment en ce qui concerne les trois (03) indicateurs de l'objectif spécifique et les indicateurs des résultats 1.2 et 2.2.	UCP/CRP/Partenaires	31/07/2014	En cours. Les discussions ont été faites avec 6 des 9 CRP pendant les missions de supervision de l'UCP
Adresser une correspondance à l'Institut National de Statistiques pour la préparation et la soumission d'une offre technique et financière relative à la réalisation de l'enquête de référence qui pourra également prendre en compte des enquêtes complémentaires concernant le niveau de référence d'autres indicateurs jugés utiles.	Coordonnateur/RSE	30/06/2014	L'INE a été contacté et a préparé et soumis une proposition technique. La manque des équipements (toises et balances UNISCAL) et le respect de la recommandation de Mr Haidara de ne pas faire l'enquête pendant la période de campagne agricole ont retardé le processus
Prendre les dispositions utiles pour obtenir des équipements requis en l'occurrence les toises et les balances pour la réalisation de l'enquête.	FIDA	15/07/2014	
Développer des partenariats formalisés avec les institutions étatiques, paraétatiques et privées sur la base de conventions de performance.	UCP/CRP/Partenaires	31/08/2014	Les accords ont été signés avec l'ADEI, l'IEFP et Ministère de Développement Rural
Préparer et soumettre au FIDA les TDR relatifs à l'appui en matière de renforcement des capacités des ACD prévu en septembre 2014.	Coordonnateur/Responsable AFC	30/06/2014	Reporté
Statuer sur la possibilité de mettre à la disposition du POSER les reliquats des fonds BAD et BADEA relatifs à la microfinance pour faire face aux besoins importants requis en matière de ressources financières nécessaires au financement des microprojets.	UCP/Tutelle/Ministère des Finances	31/08/2014	Les Fonds BADEA, en ce moment, sont utilisés comme complément aux actions du POSER. Dans le cas du reliquat DES Fonds BAD, le Processus est en discussion. Il y a une proposition faite aux IMF, mais il manque la clarification de la position du Gouvernement
Entreprendre en cas d'acceptation une étude/analyse pour déterminer la stratégie d'intervention de la composante microfinance et la faire valider par tous les acteurs.	Coordonnateur/Responsable Composante PRPL	31/10/2014	Cf. recommandation précédente
Aspects fiduciaires			
Procéder au recrutement résiduel du personnel du Programme : Gestionnaire CRP/Fogo ; Comptable CRP/Brava ; Comptable/UCP.	UCP/Tutelle	31/07/2014	Réalisé
Soumettre à l'appréciation du FIDA les propositions de régularisation des salaires du Chauffeur.	Coordonnateur	31/07/2014	A prendre en compte avec la révision du PTBA.
Prendre toutes les dispositions nécessaires, en tenant compte des orientations données par la mission, pour l'élaboration, la validation, l'internalisation des outils de conduite des opérations techniques de gestion : manuel de procédures administratives, financières et comptables ; manuel d'exécution des microprojets.	Coordonnateur	30/09/2014	Les propositions des 3 manuels ont été faites. Cependant, seulement le Manuel Opérationnel a été objet de discussion avec 6 des 9 CRP pendant les Missions de Supervision de l'UCP
Transmettre à l'UCP les TDR et un canevas relatifs au manuel de procédures.	FIDA	30/06/2014	Réalisé
Transmettre à l'UCP un modèle de manuel de microprojets.	FIDA	30/06/2014	Non réalisé
Procéder au paramétrage du logiciel Tom2Pro, format FIDA en associant les responsables techniques pour optimiser les aspects techniques.	Coordonnateur/RAF	31/07/2014	Réalisé
Valider les inventaires des immobilisations du PLPR en relation avec les autorités de tutelle technique et financière avec prise en charge de leurs déplacements et dresser un procès verbal du transfert des éléments jugés en bon état, au POSER.	UCP/Tutelle/Ministère des Finances	31/07/2014	Fait, mais il manque la valorisation des équipements (ordinateurs et voitures).

République du Cabo Verde
Programme de Promotion des Opportunités Economiques Sociales (POSER)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 19 novembre au 03 décembre 2014

Faire évaluer les valeurs de transfert, codifier et marquer les immobilisations et comptabiliser	RAF/Comptable/Assistant avec l'appui d'un Expert	31/08/2014	Les immobilisations ont été codifiées et marquées, mais il manque l'évaluation de quelques équipements (Equipement informatiques et voitures) et la comptabilisation
Faire parvenir au FIDA les rapports financiers requis relatifs aux dépenses détaillées par bailleur (FIDA/FFE) et par catégorie au 31/12/13 et au 30/04/14 y compris les dépenses exécutées sur les ressources de contrepartie. Elaborer également les reconstitutions des comptes désignés (FIDA/FFE) aux mêmes périodes et assurer en même temps les contrôles de cohérence nécessaires.	Coordonnateur/RAF/Comptable	13/06/2014	Réalisé
Assurer le suivi de la ratification de l'amendement relatif au prêt complémentaire FIDA qui est en cours.	Coordonnateur	30/06/2014	Réalisé
Prendre les dispositions nécessaires pour la mise en conformité de l'accord de financement en ce qui concerne : i) les points 10, 11 et 12 de la section B de l'amendement en cours de ratification ; ii) l'annexe 2 pour tenir compte d'une répartition des ressources FIDA 1, FIDA 2 et FFE sous forme de « pari passu ».	UCP/Ministère des Finances/FIDA	31/08/2014	Les dispositions nécessaires sont en cours de mise en œuvre pour la mise en conformité de l'accord de financement en ce qui concerne les points indiqués.
Préparer et transmettre au Programme la lettre à l'emprunteur avec notamment les seuils de passation des marchés, d'examen préalable et le seuil des ECD dès la signature de cet amendement de mise en conformité.	FIDA	15/09/2014	Le draft de la lettre à l'emprunteur a été discuté au cours de la mission. Le document finalisé sera transmis au programme avant le 31/12/2014.
Attendre la signature de cet amendement de mise en conformité et la réception de la lettre à l'emprunteur pour soumettre la DRF en instance d'élaboration.	Coordonnateur/RAF	30/09/2014	En cours
Démarrer avec une répartition des ressources/PRPL sur la base du ratio 40%/60% et évaluer le système à la fin de l'année pour opérer des ajustements éventuels.	UCP/CRP/Tutelle	31/12/2014	En cours
Assurer la bonne prise en charge des éléments à cofinancer par la contrepartie conformément à la table des coûts.	Coordonnateur/RAF/Comptable	Pour mémoire	En cours.
Assurer le rattrapage sur le logiciel Tom2Pro de la comptabilité 2013 arrêtée au 31/12/2013 et de celle de 2014 arrêtée au 30/06/2014, en rendant disponibles tous les extrants vérifiables.	Coordonnateur/RAF/Comptable	31/07/2014	En cours
Statuer sur la base du rapport financier des dépenses exécutées au 31/12/13 sur l'opportunité de faire un audit de la période.	FIDA	30/06/2014	Réalisé

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: Cabo Verde	Identification du prêt/ don:
Nom du projet: POSER	
Organisme d'exécution: Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de Développement des Ressources Humaines	CPM: Monsieur Luyaku Loko Nsimpati
Responsable financier chargé de l'examen/Mme Virginia Cameron, Chargée des finances CFS/FIDA et Mr Moulaye Idrissa Téra, Consultant	Date de l'examen: 03/12/2014

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
.Risque inhérent			
.Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Le dispositif organisationnel prévu est mis en place au niveau de l'UCP et des CRP (cadres et personnel de soutien logistique). Le recrutement des trois (03) agents résiduels est finalisé avec l'approbation du rapport par la tutelle. Il s'agit du Gestionnaire de la CRP de FOGO, du Comptable de la CRP de BRAVA et du Comptable sénior de l'UCP.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	M	Les versions provisoires du manuel de procédures administratives, financières et comptables et du manuel opérationnel des microprojets sont disponibles de même qu'une version en français. Les descriptions des postes sont établies.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	Le personnel de gestion financière du Programme comprend : i) à l'UCP, une RAF, un Comptable un Assistant Comptable et une Assistante Administrative ; ii) dans chaque CRP, un Gestionnaire et un Comptable. Avec l'installation et le paramétrage du logiciel Tom2pro, une formation a été effectuée pour renforcer leurs capacités dans la mise en œuvre du logiciel. Une formation complémentaire sur la gestion des aspects fiduciaires d'une manière générale a également été effectuée au cours de la validation du manuel des procédures
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	M	Le manuel de procédures de gestion ainsi que le manuel d'exécution et des microprojets sont disponibles. Ils seront validés et internalisés avec les CRP avant le 31/12/2014. Il reste à prendre les dispositions nécessaires pour élaborer le manuel de procédures de suivi/évaluation avec notamment la

République du Cabo Verde
Programme de Promotion des Opportunités Economiques Sociales (POSER)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 19 novembre au 03 décembre 2014

			revue du cadre logique et la réalisation des enquêtes nutritionnelles et socioéconomiques
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	M	Le manuel de procédures devra être complété par une procédure d'évaluation du personnel basée sur la Direction/Gestion par objectif (DPO/GPO). Elle devra être mise en œuvre en 2015 sur la base des objectifs et des résultats de l'année.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Existence d'une couverture assurance maladie à travers l'INPS.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Les cotisations sont versées régulièrement et les prises en charge sont effectuées normalement.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Le personnel ne semble pas être suffisamment informé. Il sera nécessaire de transmettre à l'UCP les documents physiques sur ces politiques et indiquer les liens informatiques y relatifs.
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels.	M	Le PTBA 2014 approuvé par le CP a été transmis au FIDA le 18 février 2014 avec un retard par rapport au délai de l'accord de financement. La non objection a été obtenue le 24/03/2014. Le PTBA a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM. Le PTBA 2015 accuse également un retard de soumission. Il est prévu de le transmettre au FIDA au plus tard le 31/12/2014
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	M	Le PTBA 2014 a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM. Celui de 2015 sera articulé de la même manière.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	M	Le PTBA 2014 a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM. Celui de 2015 sera articulé de la même manière.
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	M	Le PTBA 2014 a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM. Celui de 2015 sera articulé de la même manière. Le lien de ce PPM avec le système national (SIGOF) n'est pas encore établi.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	M	Depuis la mise en place en mai 2013 des avances initiales de 900 000 USD pour chaque compte FIDA/FFE, les DRF qui ont été soumises ont été renvoyées au programme en attendant la mise en œuvre du « pari passu ». Les DRF vont être reprises et transmises au FIDA avant le 31/12/2014. Les DRF à élaborer devront être établies sur la base des trois (03) financements (FIDA 1/2 et FFE). Ainsi, pour le prêt supplémentaire FIDA, il s'agira d'une application rétroactive des dispositions de l'amendement.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	Les fonds de contrepartie en numéraire ont été rendus disponibles en 2013 et en 2014. Ces fonds

République du Cabo Verde
Programme de Promotion des Opportunités Economiques Sociales (POSER)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 19 novembre au 03 décembre 2014

			sont dans un compte géré par le trésor à travers le SIGOF sur la base des engagements ordonnés par le Programme. La contrepartie exprimée en taxes est assujettie à l'exécution du PTBA.
--	--	--	--

République du Cabo Verde
Programme de Promotion des Opportunités Economiques Sociales (POSER)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 19 novembre au 03 décembre 2014

c.	Efficacité des canaux de financement	M	Des ressources ont été mises à la disposition des CRC dans le cadre des contrats programmes en 2013 et en 2014. Des rapports financiers sont disponibles et précisent les niveaux d'utilisation de ces ressources.
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Il n'y a que le compte de contrepartie géré par le trésor à travers le SIGOF sur la base des engagements ordonnés par le Programme. Les sous comptes de contrepartie des CRP sont logés dans les banques commerciales et font l'objet de rapprochement mensuel.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements		
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Les dotations initiales des comptes désignés FIDA/FFE sont adéquates : 900 000 euros pour chaque compte. Les comptes actuels seront unifiés pour les trois (03) financements FIDA 1, FIDA 2 et FEM.
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	N/A	Processus de décaissement non encore entamé (cf. 3a)
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	N/A	Processus de décaissement non encore entamé (cf. 3a)
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	M	Processus de décaissement non encore entamé. L'évolution sera assujettie à l'amendement de l'accord de financement notamment en ce qui concerne la mise en œuvre d'un « pari passu ». (cf. 3a)
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	M	Processus de décaissement non encore entamé (cf. 3a)
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	M	Processus de décaissement non encore entamé. L'évolution sera assujettie à l'amendement de l'accord de financement notamment en ce qui concerne la mise en œuvre d'un « pari passu ». (cf. 3a)
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	M	Les rapprochements bancaires des comptes gérés par l'UCP effectués mensuellement, ont été rendus disponibles. Pour la bonne règle, ils sont établis et visés par le Comptable, validés par le RAF et approuvés par le Coordonnateur. Les rapprochements des comptes des CRP sont élaborés par les Comptables et validés par les Gestionnaires. Cependant, l'UCP devra procéder systématiquement à la reconstitution mensuelle du compte désigné et également lors de la soumission des DRF. Les CRP devront également reconstituer mensuellement les sous comptes désignés.
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	E	Processus de décaissement non encore entamé (cf. 3a). Taux d'exécution des PTBA 2013 (17,8%) et 2014 (29,3% au 31/10/2014).
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	N/A

4. Contrôles internes		
a.	<p>Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction 	<p>M</p> <p>Dans le manuel, les procédures administratives, financières et comptables sont regroupées au sein de cycles d'activités, qui analysent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures de dépenses sur ressources internes et ressources externes, - les interfaces avec les structures hors du programme, mais impliquées dans les procédures. Pour mémoire, certaines tâches de contrôle et de traitement de l'ordonnateur national son rappelées. <p>Chaque cycle fondamental présente les fonctions qui lui sont attachées, et pour chaque fonction les tâches y afférentes. Ces procédures ont été élaborées en respectant les principes ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - systèmes d'autorisation des transactions financières, - fiabilité et présentation comptables appropriées des informations relatives à ces opérations, - justifications et évaluation régulière des informations, - mesures de sécurités et de protection des actifs - procédures d'identification de saisie et traitement des opérations réalisées. <p>Chaque procédure est décrite selon la méthodologie du " play script " expliquant le déroulement séquentiel de chacune des opérations continues dans la procédure. Le plan général adopté pour la description de la procédure est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - objet de la procédure - application de la procédure - règles de gestion - étapes des opérations - description de la procédure <p>Une bonne internalisation du manuel et son application effective permettront de sécuriser les opérations.</p>
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	<p>M</p> <p>Cf.4 a)</p>
c.	Respect du manuel financier	<p>M</p> <p>La version provisoire du manuel de procédures administratives, financières et comptables vient d'être disponible. Elle a été validée au sein de l'UCP et il reste à procéder à sa validation avec le CRP avant le 31/12/2014. Une bonne internalisation du manuel et son application effective permettront de sécuriser les opérations.</p> <p>Le contrôle du respect du manuel financier sera effectué lors des prochaines supervisions.</p>
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	<p>M</p> <p>En ce qui concerne l'UCP, les ressources de contrepartie sont gérées par le trésor sur la base des engagements ordonnés par le Programme. Pour les CRP, la contrepartie est domiciliée dans les comptes bancaires et gérée par les unités techniques. La contribution des bénéficiaires à travers la mise en œuvre des microprojets est en cours de mobilisation pour des fins de comptabilisation.</p>
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	<p>M</p> <p>Le registre des contrats, le tableau de suivi de l'exécution physique et financière des contrats et la fiche de suivi des contrats seront mis en place dès la réception de la lettre à l'emprunteur.</p>
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	<p>M</p> <p>Une bonne internalisation du manuel et son application effective permettront de sécuriser les opérations.</p> <p>Le contrôle du respect du manuel financier sera effectué lors des prochaines supervisions.</p>
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	<p>M</p> <p>Une bonne internalisation du manuel et son application effective permettront de sécuriser les opérations.</p> <p>Le contrôle du respect du manuel financier sera effectué lors des prochaines supervisions.</p>

République du Cabo Verde
Programme de Promotion des Opportunités Economiques Sociales (POSER)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 19 novembre au 03 décembre 2014

h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	M	Visa de contrôle inopiné non effectif
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	La caisse de l'UCP est bien tenue
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Information non disponible
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	E	Informations non encore disponibles.
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	M	Rapport financier en cours de finalisation.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	M	Lettre à l'emprunteur non encore disponible.
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	M	Les équipements du PLPR transférés au POSER ont été inventoriés, codifiés, marqués et validés par une équipe constituée du comptable du siège et des techniciens des ministères des Finances (représentant de l'emprunteur) et de la Jeunesse (tutelle du Programme). Il reste à procéder à : i) l'évaluation de la valeur des équipements à comptabiliser sur l'exercice 2014, comme contrepartie de l'Etat au financement du Programme ; ii) l'établissement et la mise en place des listes d'inventaire des bureaux. Au titre des nouvelles acquisitions d'immobilisations sur les ressources du POSER, un montant total de 2 828 896 CVE a été dépensé, à date, pour le logiciel de gestion financière et comptable (2 684 953 CVE) et pour quelques équipement informatiques (143 943 CVE). En matière d'assurance, hormis les véhicules, les autres immobilisations ne sont pas encore couvertes (vol, incendie, dégâts des eaux et responsabilité civile). A cet égard, il sera nécessaire de régulariser la situation conformément aux conditions générales applicables aux prêts/dons du FIDA. Pour rappel, le Programme devra procéder à l'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2013/2014 avant le 31 décembre 2014.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diem versés au personnel)	M M F	Cf. 4n Informations non disponibles
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	M	En matière d'assurance, hormis les véhicules, les autres immobilisations ne sont pas encore couvertes (vol, incendie, dégâts des eaux et responsabilité civile). A cet égard, il sera nécessaire de régulariser la situation conformément aux conditions générales applicables aux prêts/dons du FIDA
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	M	Informations à vérifier lorsque les DRF seront soumises et payées.

r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Les fonds de contrepartie sont gérés par le trésor à travers le SIGOF et le compte est mouvementé sur la base des engagements ordonnés par le Programme. En ce qui concerne les ressources FIDA/FFE, elles sont également gérées à travers le système et les comptes sont domiciliés à la Banque Centrale et mouvementés à partir des ordonnancements du Programme. Au niveau des CRP, les comptes sont domiciliés dans les banques commerciales.
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Extraits de comptes reçus, rapprochements bancaires effectués sur la base de l'extrait et du journal de banque.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	M	Au niveau du siège, il y a un contrat de maintenance des équipements et matériels informatiques. Il est prévu également, avec l'installation et le paramétrage du logiciel Tom2Pro, un contrat d'assistance et de maintenance. Il reste à trouver des solutions adéquates au niveau des CRP.
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	M	Mise en œuvre d'une comptabilité d'engagement conformément aux normes comptables du Cabo Verde en phase avec les IFRS.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	M	Comptabilité en partie double conformément aux normes comptables du Cabo Verde en phase avec les IFRS. Le logiciel Tom2Pro permettra de tenir une comptabilité générale, budgétaire et analytique et de fournir les extraits y relatifs. Le paramétrage de Tom2PRO tiendra compte de ces exigences.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	M	Tenir compte d'un classement dédié aux ECD.
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	M	Cf. 4n
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes.	M	Formaliser dès la finalisation de l'installation et du paramétrage de Tom2Pro, une sauvegarde journalière sur disque dur extérieur : un sur site et un à domicile.
F	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	M	Le traitement de la comptabilité 2013 et de 2014 n'est pas encore effectif. La principale raison réside dans la finalisation et la mise en œuvre du logiciel de gestion financière et comptable Tom2Pro. Il sera donc nécessaire de procéder, dès l'achèvement du processus, au rattrapage de la prise en charge des dites comptabilités au 31/12/14. En ce qui concerne le suivi des comptes bancaires, les rapprochements mensuels y relatifs ont été rendus disponibles. Ils n'appellent pas d'observation particulière en matière notamment d'écritures en suspens.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt	M	La contrepartie 2013 et 2014 en numéraires est disponible. Celle exprimée en taxes suit l'exécution du PTBA. La

République du Cabo Verde
Programme de Promotion des Opportunités Economiques Sociales (POSER)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 19 novembre au 03 décembre 2014

	et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires		comptabilisation des éléments y relatifs se fera dans le cadre du rattrapage de la mise à jour de la comptabilité du Programme. En ce qui concerne la contribution des bénéficiaires, dans le cadre de la mise en œuvre des microprojets, elle devra être mobilisée et comptabilisée en ce qui concerne les financements déjà effectuées.
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	M	Rapport financier 2013 effectué.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	M	Les éléments du rapport intérimaire ont été passés en revue. Ils seront finalisés et transmis au programme avec la lettre à l'emprunteur pour une mise en œuvre à partir de 2015.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	M	Les fonctionnalités de Tom2Pro permettront de fournir les éléments de la comptabilité analytique et le suivi budgétaire par axe d'analyse/Bailleur, composante, catégorie avec les différents taux d'exécution. Rapports commentés à transmettre aux responsables concernés.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Les recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission d'appui de mai 2014 ont été mises en œuvre de façon satisfaisante à part celles relatives au recrutement du personnel résiduel, au paramétrage de Tom2Pro, à l'amendement « pari passu » et à la transmission de la lettre à l'emprunteur. Elles sont toutes en cours de mise en œuvre et devraient être prises en charge totalement avant le 31/12/2014.
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	NA	NA
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	NA	NA
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	NA	NA
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	NA	NA

République du Cabo Verde
Programme de Promotion des Opportunités Economiques Sociales (POSER)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 19 novembre au 03 décembre 2014

8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	NA	Un audit des exercices clos les 31/12/13 et 31/12/14 sera effectué en 2015, ce qui constituera le premier audit des comptes du POSER. A cet égard, le Programme prendra toutes les dispositions nécessaires pour le recrutement du cabinet d'audit avant le 31/01/2015, sur la base des TDR indiqués dans les directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Une fois élaborés, ces TDR seront soumis à la non objection du FIDA. A titre de rappel, les rapports d'audit des comptes 2013 et 2014 devront parvenir au FIDA au plus tard le 30/06/2015
b.	Respect des termes de référence	N/A	
c.	Ponctualité du rapport d'audit	N/A	
d.	Qualité de l'audit	N/A	
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	NA	

Annexe III

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision

Projet : POSER

Organisme d'exécution : Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de Développement des Ressources Humaines

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	M	Assurer la validation et l'internalisation avec les CRP du manuel de procédures administratives, financières et comptables et du manuel opérationnel relatif à l'exécution des microprojets avant le 31/12/2014. Il reste à prendre les dispositions nécessaires pour élaborer le manuel de procédures de suivi/évaluation avec notamment la revue du cadre logique et la réalisation des enquêtes nutritionnelles et socioéconomiques
2. Budget	M	Respecter le délai de transmission du PTBA au FIDA conformément à l'accord de financement.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	Préparer et soumettre les DRF 2013 et 2014 et procéder systématiquement à la reconstitution du compte désigné de l'UCP et des sous comptes désignés des CRP.
4. Contrôles internes	M	Assurer une bonne internalisation du manuel de procédures et son application effective pour mieux sécuriser la mise en oeuvre des opérations fiduciaires.
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	M	Achever la valorisation des équipements et véhicules hérités du PLPR et procéder à la comptabilisation des données sur l'exercice 2014. Assurer la finalisation du paramétrage de Tom 2Pro et le rattrapage des comptabilités 2013 et 2014 avec comme double objectif le respect des échéances de transmission des états financiers le 31/03/2015 et des rapports d'audit le 30/06/2015.
6. Rapports et suivi	M	Finaliser et mettre à la disposition du programme le canevas de rapport intérimaire et indiquer la périodicité de soumission de ce rapport.
7. Audit interne	NA	N/A
8. Audit externe	N/A	Préparer les TDR de l'audit des comptes des exercices 2013 et 2014 en fonction du modèle contenu dans les directives du FIDA relatives à l'audit.
Risque fiduciaire global du projet	M	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires : Risque globalement moyen qui nécessite un suivi rapproché.

Annexe IV/POSER

Déclaration de la Liste de contrôle des États certifiés de dépenses (ECD).

.Méthodologie

Liste de contrôle : **Etat certifiés des dépenses. La revue d'usage des ECD dans le cadre de la mission de supervision n'a été effectuée du fait qu'aucune DRF n'a encore été soumise et payée.**

	Élément ECD	Commentaires
1.	Les dépenses sont-elles comptabilisées correctement dans les livres et les rapports financiers du projet, et les ECD peuvent-ils être réconciliés avec la documentation pertinente (chèques, par exemple). Est-ce que la présentation de l'information des ECD permet un accès rapide aux fichiers pour l'examen et l'audit.	
2.	Les factures sont-elles estampillées « payé ».	
3.	<p>(i) Examen des pièces justificatives des paiements ; pour tous les cas décrits au point (ii) à (v) ci-dessous, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ un contrat ou un bon de commande signé - indiquant le montant qui est exigible ✓ un accusé de réception, la facture ou la performance ✓ une garantie bancaire pour paiement anticipé, tel que spécifié dans le cahier des contrats ✓ une garantie bancaire pour la performance, tel que spécifié dans le cahier des contrats ✓ des copies des communications envoyées par le directeur du programme de pays du FIDA à l'agence responsable du projet fournissant la «non objection» (que ce soit avant ou après) pour l'attribution du contrat, ✓ la preuve de paiement / les relevés bancaires ✓ les registres comptables d'approbation, les décaissements et les soldes disponibles ✓ les documents d'approvisionnement (documents de soumission, d'invitation, d'évaluation, d'attribution, annonce dans le journal), si applicable. <p>(ii) Pour le paiement des marchandises, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la facture d'un fournisseur, dûment certifiée pour le paiement par le directeur du projet - en précisant les produits, leurs quantités et les prix ✓ les documents des lettres de transport ou similaires, et des documents d'expédition ou d'importation et les certificats d'inspection, si applicable ✓ un certificat de livraison, incluant éventuellement la condition des marchandises à la livraison. <p>(iii) Pour le paiement de services de consultants et d'autres services, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une facture du fournisseur ou du consultant, dûment certifiée et indiquant suffisamment de détails pour le paiement par le directeur du projet. Si ces services ont trait à l'importation de marchandises (pour les paiements par exemple, de fret et d'assurance), une référence adéquate devrait être accordée pour permettre au Fonds de relier chacun de ces éléments à des biens dont le coût a été ou doit être financé à la date de clôture du financement, et ✓ un certificat de livraison, le cas échéant, des services satisfaisants. <p>(iv) Pour les paiements de rétenition des travaux de génie civil, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ une demande de l'entrepreneur, y compris un rapport financier, indiquant le travail effectué et le montant dû; ✓ un certificat - signé par les consultants du projet ou du représentant du propriétaire, le cas échéant, ou par un officier de l'emprunteur ingénieur en chef ou un résident ingénieur de supervision affecté au projet attestant que le travail effectué est satisfaisant et le paiement réclamé est dû conformément aux termes du contrat, et ✓ une copie du formulaire de suivi des contrats paiement (formule C-11) signée en original par l'agent de certification. <p>Réviser la documentation des paiements pour les lignes de crédit:</p>	

	<p>Accord auxiliaire avec les parties du projet (i.e. organisations, banques entreprises etc.) Les preuves d'activités tel que décrit dans l'accord auxiliaire et / ou tout sous-contrat Relevé bancaires avec évidences de flux de fonds (v) Pour les coûts récurrents, (coûts de fonctionnement et les salaires du personnel de l'Unité de mise en œuvre du projet), en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de: ✓ Les registres des coûts récurrents</p>	
4.	Question à traiter à l'examen sont les suivants:	
4.1	La documentation est facilement accessible.	
4.2	Est-il indiqué que la dépense a été approuvée par une personne autorisée.	
4.3	Est-il dans sa forme originale?	
4.4	Est-ce pour le projet concerné?	
4.5	Les calculs sont-ils corrects, y a-t-il des erreurs ou des altérations?	
4.6	Les catégories et les pourcentages de décaissement sont-ils utilisés correctement?	
4.7	Y a-t-il des factures en double?	
5.	Vérifier l'admissibilité des dépenses. L'examen détermine si les dépenses sont correctement prises en charge et sont éligibles pour le décaissement du FIDA, conformément aux accords juridiques.	
6.	Déterminer si des paiements ont été effectués avant la réception du bien ou de la prestation de services, et si oui, est-ce compatible avec les dispositions du contrat?	
7.	Les paiements dépassant les limites des ECD doivent être pleinement justifiées avec la documentation correspondante.	
8.	<p>Vérifiez les paiements pour les articles qui ne sont pas fournis en conformité avec les accords juridiques ou avec les contrats signés, tels que:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les paiements pour les articles non spécifiés dans la convention de financement et le PTBA, y compris le plan de passation de marché approuvé par le FIDA; ✓ Les paiements faits avant la signature du crédit ou avant la date d'éligibilité spécifiée pour le financement rétroactif; ✓ Les engagements pris avant la date d'achèvement (excluant la liquidation des dépenses) et les paiements effectués pour les dépenses engagées après la date de clôture; 	

